



OLIVIER VOGELSANG

Confrontés aux positions intransigeantes de la Société suisse des entrepreneurs, des milliers de travailleurs sont descendus dans les rues de Suisse romande, les 3 et 4 novembre, pour dire non au détricotage de la Convention nationale. Les négociations pour son renouvellement se poursuivent. **PAGES 4-5**

POINT DE MIRE

Le destin chahuté des conventions collectives

Rocco Zacheo

C'est une constante à laquelle on échappe difficilement, lorsqu'on observe les frémissements qui se dégagent des négociations liées aux renouvellement des conventions collectives de travail. Qu'on se penche sur celles récemment paraphées ou qu'on considère les pourparlers en cours ou sur le point de commencer, on mesure combien les positions du patronat n'ont cessé de se durcir en quelques années seulement. Combien ses facultés d'écoute se sont rétrécies jusqu'à atteindre le point critique de la surdité. Si bien qu'en recourant à une image, on pourrait dire qu'il faut parfois un pied-de-biche pour parvenir à porter des revendications dans les salles des négociations. Ce qui était jusqu'à récemment une simple formalité, relève aujourd'hui d'une quasi-conquête. Il en a été en partie ainsi pour l'accord signé entre Unia et Coop, qui entrera en force dès le 1^{er} janvier prochain. Le processus qui a mené au mois d'octobre dernier à un résultat salué par

le syndicat, a nécessité deux ans d'élaboration. La démarche s'est concrétisée par des luttes, un sondage auprès des salariés pour fixer les points à améliorer dans les conditions de travail, et surtout, une pétition. Munie de 3000 signatures, celle-ci a permis de faire bouger la posture rigide de la direction. Le pied-de-biche a permis, dans ce cas précis, d'accéder à des avancées notables. Le salaire minimum, tout comme le salaire qui fait référence après formation, ont été relevés. Le temps de travail a été réduit et des mesures favorables aux apprentis et aux familles ont été conclues.

Le lourd ustensile en métal a été sorti de la caisse à outils plus récemment encore, dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration. Ici, la bonne nouvelle vient de la décision de GastroSuisse d'ouvrir la porte aux négociations d'une Convention collective nationale de travail qui concerne plus de 250 000 personnes dans le pays. La mauvaise, c'est qu'il a fallu six ans pour que l'association des employeurs de la branche se décide enfin à mettre de côté les divergences au sujet du salaire minimum. Les discussions qui vont prendre forme sont de la plus haute importance. Car le secteur est très mal loti sur le front salarial: la rémunération plancher est d'environ 3700 francs, alors que le salaire médian des employés sans fonction de cadre s'élève à 4335 francs. Unia, avec les autres

Les positions du patronat n'ont cessé de se durcir en quelques années seulement

syndicats et l'organisation professionnelle Hotel & Gastro Union, réclame une revalorisation de ces revenus, une compensation automatique du renchérissement annuel pour tous et l'augmentation réelle des salaires minimum de 100 francs chaque année pour la période de 2028 à 2032. Quant à la durée du travail hebdomadaire, qui va aujourd'hui de 42 à 45 heures, elle doit aussi être revue à la baisse pour offrir davantage de temps libre au personnel.

Ces mesures, et d'autres encore, donneraient plus d'attractivité à une branche qui souffre d'une pénurie endémique de main-d'œuvre. Des revendications qu'on retrouve d'ailleurs dans un autre dossier très chaud, celui du renouvellement de la Convention nationale de travail de la construction. Dans ce cas, le pied-de-biche a pris la forme de la grève, qui a connu un franc succès en Suisse romande mais n'a pas (encore?) fait bouger les lignes de la Société suisse des entrepreneurs (SSE), décidée à désoisser jusqu'à l'inviscible les acquis existants. Le bras de fer que poursuit Unia – avec d'autres syndicats – constitue un test crucial. Il permettra de comprendre si le rapport de force déployé par l'organisation est à même de faire revenir à la raison la SSE et d'éviter le spectre d'un vide conventionnel, nuisible autant pour les travailleurs que pour les patrons. ■

PROFIL



Sébastien Perroud, illustrateur cosmique.

PAGE 2

VENTE

Non aux douze dimanches ouvrables!

PAGE 3

RETRAITE

Mieux redistribuer les revenus du 2^e pilier.

PAGE 7

TEXTILE

Le combat d'une syndicaliste Pakistanaise.

PAGE 8

FACTEUR DE MERVEILLEUX

Illustrateur et postier à temps partiel
Sébastien Perroud, alias PET et
Corridor cosmique, intègre avec talent
du fantastique dans le quotidien.
Entre deux tournées.

Sonya Mermoud

Des créatures étranges, corps d'humains et têtes d'animaux ou vice-versa, des véhicules aux allures de gros insectes, des robots géants, articulations d'acier, visages effacés, remplacés par des écrans, des aliens aux antennes vibrantes, des engins spatiaux d'un autre âge... Singulier univers que celui de Sébastien Perroud qui intègre dans des décors existants des êtres et des objets empruntés au rétrofuturisme. Une science-fiction des années 1950 d'un surnaturel suranné et plein de charme. Cette fantasmagorie rêveuse mêlant réalisme, poésie et imaginaire débridé, caractérise les créations de l'artiste vaudois. L'homme de 56 ans commence par prendre des photos de quartiers urbains et paysages inspirants. Il enrichit ensuite ces images de l'ordinaire d'éléments décalés, fabuleux, intrigants. «Je me passionne pour l'original, l'insolite. J'aime ce mélange du réel avec le fantastique, le surréalisme», précise le talentueux dessinateur, exploitant la lumière et les ombres, l'ambiance générale des endroits immortalisés pour créer ses œuvres. Avec, à la clé, des tableaux qui atteignent le but poursuivi: amuser, surprendre, troubler... En deux mots, capter l'attention. Et on ajouteraient enchanter le regard en suggérant de nouvelles histoires, en jetant des passerelles entre différents mondes.

DES LIEUX À LA PERSONNALITÉ NOUVELLE

«L'idée est de donner l'envie aux personnes d'observer ce qui les entoure, les éléments ajoutés constituent un prétexte à cet objectif. Il y a beaucoup de lieux fabuleux, dégageant quelque chose», précise l'autodidacte, qui présente ponctuellement ses créations dans le cadre d'expositions, mais profite également des réseaux sociaux pour les partager. Inspiré par des artistes comme René Magritte, Hans Ruedi Giger, Enki Bilal, Moebius, Tim Burton ou encore Jacques Tati, l'illustrateur a commencé à développer cette technique alors qu'il disposait d'une rubrique hebdomadaire pour le quotidien *24 heures* intitulée «L'esprit des lieux». Entre 2008 et 2013, celui qui signe alors Corridor Cosmique - préférant cet alias à celui de PET, hérité de sa jeunesse et moins bien assumé -

reproduit à l'identique des rues, bâtiments, monuments existants... qui prendront une nouvelle personnalité à l'ajout de ses humanoïdes ou de son riche bestiaire. «Toutes les anatomies m'intéressent, mammifères, crustacés, etc., mais aussi la végétation et la géologie», souligne le passionné qui, s'il effectue ses croquis à la main, a renoncé aux crayons et pinceaux préférant l'outil informatique pour les couleurs.

RYTHME SOUTENU

Corridor Cosmique est par ailleurs l'auteur de plusieurs bandes dessinées dont l'album déjanté *J'ai épousé un communiste*. Il réalise aussi des étiquettes pour une marque de bière. Et a signé les illustrations du livre *Un siècle au compte*. Ecrit par Blaise Hofmann et paru en 2020, cet ouvrage célèbre le 100e anniversaire de l'AVJ, transports et voyages de la vallée de Joux. «J'accepte des mandats selon le temps dont je dispose», indique l'homme, employé à 60% comme facteur à Echallens depuis dix ans. «Un travail plutôt intense. Les débuts étaient assez compliqués entre stress et délais à tenir. Et avec toujours plus de colis à porter et moins de lettres. Mais quand on connaît les tournées, ça va», relativise Sébastien Perroud, qui prend plaisir à cette activité lui permettant d'être dehors et de se déplacer. «Elle m'oblige à bouger. Le rythme est soutenu. Il faut monter et descendre les escaliers en courant. Et j'apprécie aussi mes collègues», ajoute l'employé postal, qui ne néglige pas pour autant son amour du dessin.

LE DESSIN, UNE OBSESSION

«J'ai toujours dessiné. C'est mon mode d'expression, de communication. C'est un besoin. Une obsession même - j'ai constamment un livre que je noircis. Et j'y pense tout le temps. Je contemple le quotidien en m'imaginant comment je pourrai le représenter», souligne cet homme réservé, aux émotions rentrées, surmontant sa timidité qui semble encore renforcée par la transparence de ses yeux vert d'eau pour se plier à l'exercice de l'interview. «J'aime me trouver avec des gens, mais pas au milieu. Je suis davantage dans l'observation, dans une espèce de bulle», ajoute l'illustrateur, qui s'est lancé dans l'aventure des bandes dessinées après avoir décroché un prix lors d'un concours de

jeunes talents organisé par l'ancien festival de BD à Sierre. «C'était mes premières planches et j'ai adoré.» La distinction reçue pousse alors le lauréat à poursuivre dans le domaine. Tout en ayant presque toujours travaillé à côté. Et souvent à La Poste, mais aussi comme livreur ou magasinier, le titulaire d'un CFC de décorateur-étagagiste n'ayant pas trouvé d'emploi en relation avec sa formation première.

ENVIE AMPLIFIÉE

De nature optimiste, l'artiste s'estime heureux et chanceux dans sa vie, mais note que le bonheur reste hors de portée «puisque tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.» Pour se

ressourcer, cet homme marié et père de deux filles adultes privilégie les balades dans la nature. S'il aime tous les animaux auxquels il emprunte volontiers des caractéristiques pour ses créatures, il confie néanmoins avoir une préférence pour le chat. Qui le fascine par son élégance et son indépendance - «J'en accueille un sous mon toit, ainsi qu'un chien». Côté jardins, l'ami des félins les préfère pas trop arrangés et se laisse volontiers séduire par une végétation qui se réapproprierait d'anciennes constructions. Questionné sur ses peurs, Sébastien Perroud confie par ailleurs sa crainte de perdre des personnes qu'il aime. Et place, en tête de ses valeurs, «le respect, la confiance,

l'honnêteté et la loyauté». «Bien plus important que l'argent», commente encore l'illustrateur et facteur qui ne nourrit pas de regrets à cumuler ses deux casquettes. «Le mélange entre activité "normale" dans la société et le dessin est intéressant. Je trouve qu'il fait sens. Ma seule petite frustration, c'est de manquer de temps mais, parallèlement, elle amplifie l'envie. Si je n'ai jamais vraiment percé, je ne suis pas perdant pour autant.» Nous, en tout cas, sans l'ombre d'un pli, on gagne à connaître ses créations... ■

Informations supplémentaires:
corridor-cosmique.ch/

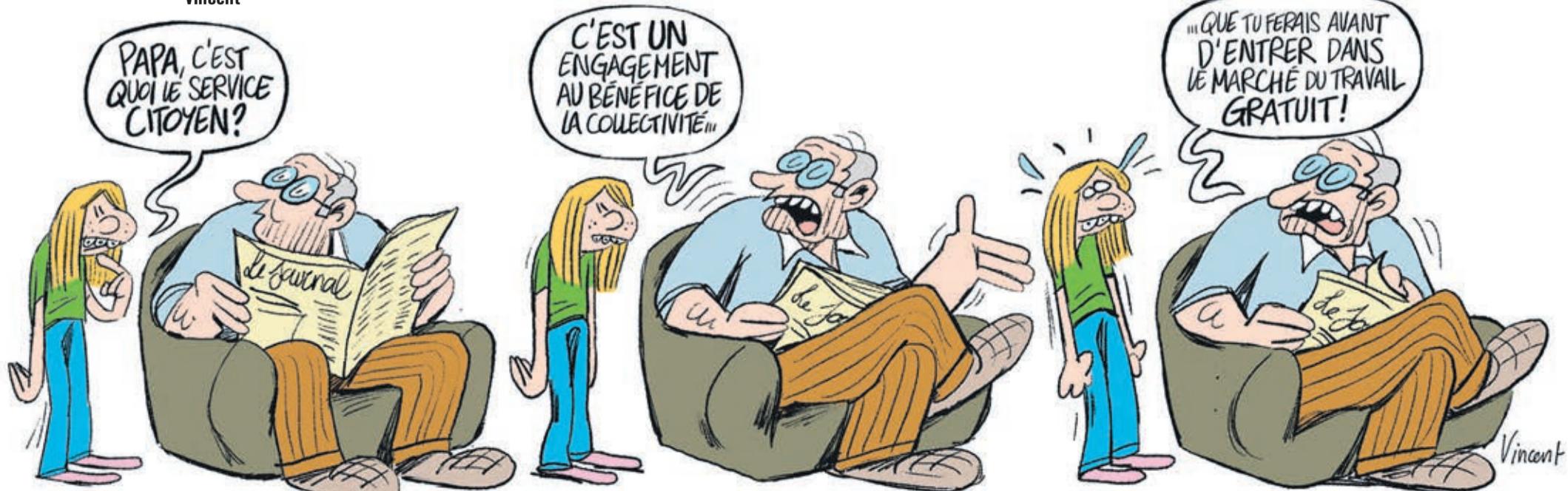


Sébastien Perroud apprécie sa double casquette d'illustrateur et d'employé postal même s'il regrette manquer de temps pour les créations de Corridor cosmique.

LES TRAITS TIRÉS

Vincent

UN SERVICE CITOYEN OBLIGATOIRE POUR LES FEMMES?



POUR UNE MEILLEURE VIE DANS L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

TERTIAIRE Alors que la convention collective nationale de la branche doit être renégociée, les syndicats ont fait part de leurs revendications. Plus de 250 000 personnes sont concernées.

Antoine Grosjean

À près le bras de fer pour le renouvellement de la Convention nationale de la construction, c'est au tour de la branche de l'hôtellerie-restauration d'entamer des discussions. La Convention collective nationale de travail (CCNT) doit en effet être renégociée après six ans. Plus de 250 000 salariées et salariés de la restauration, de l'hôtellerie et de la livraison de repas sont concernés dans tout le pays.

Le 10 novembre, à Berne, l'organisation professionnelle Hotel & Gastro Union (HGU) avec les syndicats Unia et Syna ont présenté leurs revendications lors d'une conférence de presse. Au programme, notamment: des augmentations de salaires, une meilleure prise en compte de l'expérience et du niveau de formation, une réduction du temps de travail pour mieux concilier vie professionnelle et vie privée, ou encore des jours de congé consécutifs et planifiables.

UNE APPROCHE CONSTRUCTIVE

En préambule, Esther Lüscher, présidente de Hotel & Gastro Union, rappelle que les négociations ont été bloquées pendant six ans par Gastro-Suisse, l'association des employeurs de la branche, à cause de divergences sur les salaires minimums. Ce n'est que récemment que le patronat a changé d'avis. «C'est un signal fort et une opportunité de travailler à nouveau

ensemble sur les défis de l'hôtellerie-restauration. Notre approche est partenariale et constructive. Nous voulons renforcer les entreprises, fidéliser le personnel et attirer de nouveaux talents.» Elle admet que cela représente un certain coût pour les employeurs, mais estime qu'au final, tout le monde sera gagnant.

Vice-présidente d'Unia, Véronique Polito souligne que, dans l'hôtellerie-restauration, les salaires sont largement inférieurs à la moyenne, le plus bas étant d'environ 3700 francs, alors que le salaire médian des employés sans fonction de cadre est de 4335 francs. «Et cela dans une branche où les conditions de travail sont difficiles, ajoute la syndicaliste. Des horaires irréguliers et des missions de travail à court terme font partie du quotidien de nombreux employés. On travaille souvent le soir et le week-end, ce qui complique la conciliation entre vie professionnelle et vie privée.» Les syndicats demandent donc la compensation automatique du renchérissement annuel pour tous, ainsi que l'augmentation réelle des salaires minimums de 100 francs chaque année (soit 500 francs pour la période de 2028 à 2032). Ils souhaitent par ailleurs introduire des suppléments de rémunération en fonction des années d'expérience et du niveau de formation. «L'objectif est que les titulaires d'un CFC ou d'un diplôme équivalent gagnent au moins 5000 francs», indique Véronique Polito.



La branche de l'hôtellerie-restauration cumule pénibilité, horaires entrecoupés, travail de nuit et du week-end, le tout pour des salaires largement inférieurs à la moyenne. Pour les syndicats, il est temps que cela change.

LE DROIT À UN VRAI TEMPS DE REPOS

Le cahier de revendications comprend aussi la réduction du temps de travail qui, selon le type d'établissement, se situe aujourd'hui entre 42 et 45 heures hebdomadaires. «Réduire le temps de travail, c'est investir dans la santé, la productivité et l'attractivité des emplois», considère Roger Lang, responsable droit, politique sociale et campagnes pour Hotel & Gastro Union. Les plannings de travail devraient en outre être communiqués au moins quatre semaines à l'avance et comprendre des jours de congés consécutifs, ainsi que des week-ends libres. «Cela doit devenir une réalité dans la nouvelle CCNT, et surtout une obligation, estime Guido Schluep, responsable de la branche

hôtellerie-restauration chez Syna. Ce n'est pas un luxe. Sans cela, ce travail engendre du stress, de l'épuisement, des problèmes de santé et un fort taux de rotation du personnel.» Parmi les autres revendications, citons un supplément de salaire pour le travail du soir, de nuit, du week-end et des jours fériés, l'allongement du congé maternité avec maintien intégral du salaire, une meilleure reconnaissance des diplômes étrangers et l'intégration des apprentis dans le champ d'application de la CCNT.

JE NE PEUX PAS CONTINUER AINSI

Tout cela afin de renforcer l'attractivité de la branche. Jessika Engel, qui est salariée dans la restauration, témoigne

de la pénibilité du métier: «Du vendredi au dimanche, parfois jusqu'au lundi, je ne vois pas ma fille de 5 ans, parce que je travaille et qu'elle doit être gardée. Il y a deux ans, je n'ai pas pu assister aux funérailles de mon grand-père, car on exigeait que je sois au travail.» Et de déplorer les plannings faits sans consulter le personnel en amont, ce qui engendre stress et frustration, ainsi que les horaires coupés, qui morcellent la journée et ne laissent pas le temps de rentrer chez soi. «J'aime mon métier, mais si rien ne change, je ne pourrai pas continuer ainsi.» ■

Contre les douze dimanches ouvrables

PÉTITION Alors que le Parlement débat en ce moment d'une initiative visant à multiplier les ouvertures dominicales des commerces, le personnel de vente et les syndicats s'opposent à la dégradation des conditions de travail.

Antoine Grosjean

Les opposants à l'extension des ouvertures des magasins le dimanche ne désarment pas, au contraire. Le 30 octobre, le personnel de vente, conjointement avec les syndicats Unia et Syna, a déposé à Berne une pétition contre le projet de

multiplication des ouvertures dominicales des commerces. Le texte, muni de plus de 9000 signatures, demande au Parlement de mettre un terme aux attaques visant le congé du dimanche. Une initiative du Canton de Zurich, en discussion sous la Coupole, propose en effet d'autoriser les magasins à ouvrir leurs portes douze dimanches

par an sans dérogation, contre quatre actuellement.

«Les syndicats dénoncent avec force ce projet qui dégraderait encore plus les conditions de travail dans le commerce de détail», écrivent Unia et Syna dans un communiqué commun, demandant au Parlement de «prendre au sérieux les mises en garde de la communauté scientifique et de mettre fin à l'extension du travail du dimanche». Pour ses détracteurs, celui-ci menace l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, les loisirs, ainsi que la participation à des activités sportives, communautaires, associatives ou politiques. De plus, l'Alliance pour le dimanche, réunissant syndicats et milieux religieux, avait publié en août une étude de l'Université de Berne pointant les effets néfastes du travail dominical sur la santé.

UN SIGNAL FORT

Le fait que les 9000 signatures aient été récoltées rapidement est un signal fort aux yeux des organisations de travailleurs: «Le personnel de vente n'est pas seul à rejeter clairement la société qui tourne 24 heures sur 24. Le grand public s'y oppose également. Voilà ce qu'il faut, au contraire: du respect, des conditions de travail saines et des horaires de travail corrects.»

L'augmentation du travail dominical n'est pas un progrès, mais un recul, estiment les syndicats, soulignant que douze ouvertures dominicales, cela représente un dimanche par mois, ou tous les dimanches durant trois mois d'affilée pendant la période de Noël. «L'extension prévue des ouvertures dominicales compromet gravement les conditions de travail dans la vente, fustige Vania Alleva, présidente d'Unia. D'autres secteurs y sont d'ailleurs confrontés. Des salariées et des salariés dans le nettoyage, la logistique et la sécurité auraient aussi à subir davantage de travail dominical.»

Unia et Syna rappellent que le peuple suisse a déjà rejeté l'augmentation des ouvertures dominicales dans les deux tiers des votations cantonales et communales portant sur ce sujet. La plupart des cantons n'utilisent d'ailleurs même pas les quatre ouvertures dominicales possibles. «Avec ce projet, le Parlement est totalement déconnecté de la population.»

NOUS SUBIRONS PLUS DE STRESS

A la conférence de presse donnée lors du dépôt de la pétition, une vendeuse a expliqué que les conditions dans ce secteur sont déjà difficiles: «Nous devons d'ores et déjà travailler avec des effectifs de plus en plus réduits, parce

que les entreprises font des économies sur le personnel. Il n'y aura pas d'embauches supplémentaires avec l'augmentation du travail du dimanche. C'est tout le contraire: le personnel existant sera réparti sur six jours ouvrables et nous subirons encore plus de stress, ce qui se traduira par du surmenage et des absences pour maladie. C'est un cercle vicieux.» La branche du commerce de détail, qui emploie en majorité des femmes, se caractérise déjà par ses bas salaires, le travail sur appel et les plages de travail fragmentées, ce qui empêche une conciliation harmonieuse entre travail et vie privée. «Le repos du dimanche n'est pas un luxe, juge Nora Picchi, membre du comité directeur de Syna. Il est un pilier de notre société et renforce le tissu social.» Unia et Syna préviennent qu'ils combattront cette dégradation des dispositions protectrices de la Loi sur le travail par tous les moyens, s'il le faut en recourant au référendum. ■



La pétition a récolté plus de 9000 signatures en peu de temps.



Notre vidéo:
evenement.ch/videos



Des salaires plus élevés.
Des horaires de travail plus sains.
Une meilleure protection de la santé.

**Gros succès
obtenu par
les membres d'Unia !**

En savoir plus



Manifestation nationale des soins

22 novembre 2025
14h15 — Place fédérale, Berne

S'inscrire au
transport



PAS DE BUSINESS AVEC LE 2^e PILIER

RETRAITES Avec l'inflation, les rentes réelles ont baissé depuis dix ans.ourtant, les placements des caisses de pension sont rentables. Pour Daniel Lampart, coresponsable du secrétariat de l'USS, cela devrait avant tout profiter aux assurés

Propos recueillis par Antoine Grosjean

Les caisses de pension travaillent-elles pour leur propre compte ou dans l'intérêt des assurés? La question peut se poser à la lecture d'un récent communiqué de l'Union syndicale suisse (USS). La faîtière déplore le fait que les rentes du 2^e pilier stagnent alors que les rendements réalisés sur les placements des caisses augmentent. Daniel Lampart, coresponsable du secrétariat de l'USS, dénonce les institutions qui ne voient dans le 2^e pilier qu'un juteux business plutôt qu'une assurance sociale au service de la population.

QUESTIONS RÉPONSES

Daniel Lampart, quel est le décalage entre les rendements des caisses de pension et l'évolution des rentes versées aux assurés?

Les rendements perçus par les caisses sur leurs placements ont été clairement positifs ces dernières années, mais la rente réelle n'a, quant à elle, augmenté de 0,5% en 2024. Et en tenant compte de l'inflation, elle a même diminué de 10% en dix ans. Il est vraiment préoccupant de voir que la rentabilité des caisses ne bénéficie pas assez aux assurés. L'argent qui est dans le 2^e pilier leur appartient et ne doit pas servir à faire du business et à engranger des profits.

Comment expliquer le fait que les rentes stagnent?

Plusieurs facteurs en sont la cause. D'une part, les taux d'intérêt sont beaucoup plus bas qu'à l'époque et, donc, les placements des caisses rapportent moins, même s'ils restent rentables. D'autre part, beaucoup d'acteurs du système ne sont pas assez efficaces. Les coûts de leurs placements sont trop élevés, de même que leurs coûts administratifs. Enfin, un grand nombre de caisses de pension ont accumulé des réserves qui ne sont pas nécessaires.

Est-ce que cela signifie que les caisses de pension sont mal gérées?

Il faut nuancer. Il y a quand même beaucoup de caisses de pension qui font un excellent travail. Plusieurs d'entre elles verseront même une 13e rente LPP. Les syndicats sont présents dans de nombreux conseils de fondation, et veillent à ce que les placements soient efficaces, avec des coûts bas, et que les cotisations des assurés leur permettent à terme de toucher de bonnes rentes. Par exemple, il y a la CIEPP (Caisse inter-entreprises de prévoyance professionnelle, ndlr), une grande caisse de pension pour les PME, gérée par les partenaires sociaux, qui fonctionne très bien.

Comment les salariés peuvent-ils s'assurer que leur caisse de pension travaille vraiment dans leur intérêt?

Ont-ils le droit d'exiger que leur syndicat soit représenté dans le conseil de fondation?

Il faut regarder sur le certificat de prévoyance qu'on reçoit à intervalles réguliers, pour voir auprès de quelle institution on est assuré dans le 2^e pilier. On peut ainsi vérifier si elle est gérée par les partenaires sociaux, si les syndicats sont représentés ou non au conseil de fondation. En cas de doute, votre syndicat peut vous conseiller. Si vous pensez que votre caisse de pension ne défend pas vos intérêts, vous pouvez proposer à votre patron d'en changer. C'est aussi le travail des syndicats de convaincre les employeurs d'adhérer à des caisses comme la CIEPP.

Cela concerne les PME, mais est-ce que les syndicats sont représentés dans les grandes entreprises ou les groupes qui ont leur propre caisse de pension?

A l'époque, nous y étions très présents mais aujourd'hui, c'est plutôt rare. Par exemple, nous sommes dans celle d'UBS, mais pas dans celles de Novartis ou de Roche. Il faut que les salariés votent pour les candidats présentés par les syndicats lorsqu'il y a des élections pour les conseils de



«Les rendements perçus par les caisses sur leurs placements ont été clairement positifs ces dernières années, mais la rente réelle n'a, quant à elle, augmenté que de 0,5% en 2024», déplore Daniel Lampart, de l'Union syndicale suisse.

fondation. Y siéger permet d'émettre des critiques si on a l'impression qu'on fait du profit au détriment des assurés, ou que les coûts administratifs et les coûts des placements sont trop élevés. Ces derniers ne devraient pas dépasser 0,5%.

Comment est-ce possible que le 2^e pilier soit devenu un business? Est-ce que la législation est trop laxiste?

Ce risque existe partout où il y a de l'argent en jeu, qu'il s'agisse du 2^e pilier, de l'AVS ou de l'assurance maladie. Mais à la différence de cette dernière, les syndicats ont un rôle à jouer en ce qui concerne le 2^e pilier, en tant que membres des conseils de fondation. Contrairement à d'autres pays,

nous avons la chance, en Suisse, que les salariés et les syndicats aient leur mot à dire dans la gestion de la prévoyance professionnelle. C'est une chance, mais aussi une responsabilité.

Dans quelle mesure les caisses de pension peuvent-elles réduire leurs coûts?

Nous avons calculé qu'il serait possible d'économiser 2 à 3 milliards de francs rien que sur les coûts administratifs des caisses de pension. Cela permettrait d'augmenter les rentes de 5% ou plus. En diminuant par ailleurs les réserves, on pourrait encore améliorer les prestations. Evidemment, le potentiel d'économies varie d'une

caisse à l'autre. Dans celles qui sont bien gérées, il y a moins de marge de manœuvre.

On a voté l'an dernier sur la réforme LPP 21, qui a été massivement rejetée, et où il était question de réduire les rentes. Selon vous, le message n'a pas été entendu?

Pas assez. En tout cas pas par les compagnies d'assurance, les banques et tous ceux qui font beaucoup de profit avec le 2^e pilier. Pourtant, la population a clairement dit qu'elle ne veut pas qu'on fasse des placements aventureux avec la fortune des assurés, pour ensuite réduire les prestations. ■

Récolter des milliards de francs pour la transition écologique et sociale

VOTATION L'initiative «pour l'avenir» sera soumise au vote le 30 novembre prochain. L'Union syndicale suisse se montre un peu frileuse. Enjeux.

Manon Todesco

Imposer une taxe sur les héritages des ultrariches afin de financer des mesures de protection du climat socialement équitables et de réduire les inégalités de richesses, tel est l'objectif de l'initiative «pour l'avenir». Le peuple devra trancher le 30 novembre prochain.

Pour bref rappel, le texte propose d'instaurer un impôt fédéral de 50% sur la part des successions et donations dépassant 50 millions de francs, afin de financer massivement la lutte contre le réchauffement climatique. Les recettes seraient intégralement affectées à la transition écologique notamment dans le domaine du logement, du travail ainsi que des services publics.

L'alliance a tenu une conférence de presse début novembre. «Avec leurs milliards, les ultrariches détruisent le climat et la démocratie. Nous devons prendre l'argent là où il est, chez les

plus riches. Avec ces milliards, nous pourrons financer la transition sociale et écologique de la société», estime Julien Berthod, vice-président de la Jeunesse socialiste suisse, à l'origine de cet objet.

Six milliards de francs par an pourraient être récoltés. «La majorité bourgeoise a échoué face à la crise climatique, constate Lisa Mazzone, présidente des Vert-e-s suisses. Nous avons désormais besoin de toute urgence d'investissements importants, financés de manière socialement équitable, afin de faire avancer la protection du climat!»

LES TRAVAILLEURS EN PREMIÈRE LIGNE

Pour avoir un impact réel et durable, les militants appellent à opérer un virage à 180° dans la politique climatique. «Les moyens financiers mobilisés ne sont pas suffisants pour réduire les émissions, atteindre l'objectif de l'accord de Paris et permettre l'adaptation au changement climatique. Cela doit changer maintenant», souligne Irmgard Seidl, professeure titulaire et économiste à l'Université de Zurich.

Pour Christian Dandréas, président du SSP suisse et conseiller national PS, cette votation est déterminante pour

les travailleuses et les travailleurs. «La crise climatique est un enjeu syndical parce que ses conséquences frappent au quotidien les salariés. Nombre d'entre eux sont exposés à un environnement dégradé et aux risques de catastrophes naturelles.»

DÉMOCRATIE MENACÉE

Les initiateurs appellent à voter en faveur de cet objet dans le but de protéger notre démocratie, démontrant que les inégalités croissantes en matière de richesses alimentent les crises les plus graves de notre époque. Dans un sondage réalisé par la SRG et gfs.bern, les 74% des personnes interrogées considèrent que l'influence des milliardaires sur la politique et la société constitue le plus grand danger. «Le pouvoir économique se traduit par un pouvoir politique, au détriment de la majorité. Il s'agit là d'une atteinte aux fondements démocratiques de la Suisse», soulève David Roth, vice-président et conseiller national du PS suisse.

SOUTIENS À GAUCHE

L'initiative est soutenue par le Parti socialiste, les Verts mais aussi d'autres partis de gauche, ainsi que des

associations de protection de l'environnement et d'aide au développement. A Genève, une quinzaine d'organisations ont récemment lancé un appel à un sursaut populaire pour défendre une politique climatique à la fois ambitieuse et équitable. Parmi elles, des partis de gauche, mais aussi la Communauté genevoise d'action syndicale. «Depuis plusieurs mois, les ultrariches et leurs relais politiques mènent une contre-campagne agressive, dénoncent-ils. Dès mars 2025, alors même que la date de la votation n'était pas encore connue, des affiches alarmistes ont envahi les gares suisses, truffées de désinformation et de caricatures. Si la droite et les lobbys économiques se mobilisent avec autant de moyens, c'est bien parce que l'initiative vise juste et remet en cause leurs privilégiés.»

SYNDICATS PARTAGÉS

De son côté, l'Union syndicale suisse (USS) laisse la liberté de vote sur cette initiative. Unia fait de même. Si l'USS convient qu'une meilleure répartition des richesses et une transformation écologique et sociale de l'économie sont souhaitables d'un point de vue syndical, elle se demande quand

même si l'initiative peut atteindre ces objectifs et s'interroge sur les conséquences sur les salaires et l'emploi en Suisse. «Si la Suisse introduisait l'impôt demandé, il y aurait des changements de comportement chez les personnes fortunées», projette la faîtière syndicale, qui souligne que la Suisse serait le pays européen avec la plus grosse charge fiscale pour les personnes fortunées. «On peut imaginer un départ des riches vers l'étranger, avec ou sans délocalisation de parties de l'entreprise, mais aussi moins d'investissements dans les entreprises en Suisse, car les entreprises seraient privées de liquidités par le biais de l'impôt sur les successions.»

Malgré la «sympathie» éprouvée par l'USS pour les objectifs centraux de cette initiative, elle ne néglige pas les «risques» et préfère se prononcer en faveur d'un contre-projet à l'initiative de la Jeunesse socialiste. «Au Parlement, il y a eu des propositions en ce sens, visant à imposer les remises à des taux moins élevés. Lors de la session d'été, le Conseil des Etats votera sur un impôt sur les successions avec un taux de 5% et une franchise de 5 millions de francs. L'USS soutient ce contre-projet. ■

AU PAKISTAN, LA LONGUE BATAILLE DES TRAVAILLEUSES INVISIBLES

TÉMOIGNAGE Une grande partie de l'économie du pays repose sur les femmes actives dans le domaine du textile. Zehra Khan, invitée au congrès d'Unia à Brigue, a fondé une fédération syndicale des travailleuses à domicile pour faire valoir leurs droits.

Federica Bassi, «Area»

«Mon père s'est battu pour obtenir une indemnité de départ digne après sa retraite. Ma mère, quant à elle, s'est battue en encourageant d'autres travailleuses à refuser les salaires trop bas proposés par les sous-traitants. Ils m'ont appris que parler et négocier est essentiel, même si cela demande des efforts et du temps.» C'est ainsi que Zehra Khan, syndicaliste pakistanaise aujourd'hui secrétaire générale de la Fédération syndicale des travailleuses à domicile (HBWWF), invitée internationale du congrès Unia, qu'on a rencontrée à Brigue, raconte son histoire. Elle évoque tout d'abord le fait qu'elle a grandi en apprenant, au sein même de sa famille, les injustices qui imprégnent – et imprègnent encore aujourd'hui – le monde du travail. Cette réalité a fait naître en elle un sentiment de responsabilité envers ceux qui travaillent dans les conditions les plus difficiles. Elle-même a fait l'expérience de la pénibilité d'un emploi dans l'industrie textile, avec des heures interminables passées à couper des fils ou à assembler les différentes parties d'un vêtement, penchée sur le tissu. Lorsqu'elle arrive à l'université, Zehra Khan décide de travailler sur un projet de recherche consacré aux travailleuses à domicile de l'industrie textile et de l'habillement: des femmes dont l'usine est le foyer, la maison; des femmes qui constituent un moteur indispensable de l'économie de son pays mais qui, malgré cela, restent invisibles, souvent exploitées et dépourvues de protection juridique.

VAINCRE LA MÉFIANCE

«C'étaient des travailleuses qualifiées, se souvient-elle, mais sans argent et sans soutien, elles étaient dans une position de vulnérabilité.» Parallèlement, elle étudie en profondeur l'histoire des mouvements collectifs et révolutionnaires, s'inspirant notamment de la révolution russe du début du XX^e siècle, qui a ensuite conduit à la naissance de l'Union soviétique: elle est convaincue que la solidarité entre les travailleurs et leur organisation peuvent vraiment changer les choses. «J'ai compris, explique-t-elle, que lorsque les gens s'autodéterminent et s'unissent, ils peuvent se renforcer et se protéger mutuellement.» Dans le cadre de son projet de recherche universitaire, elle commence ainsi à rendre visite aux travailleuses, porte après porte, dans les régions pakistanaises de Karachi et du Sindh, où se concentrent la plupart des usines du pays. Elle discute avec les femmes de leurs conditions de travail et découvre qu'elles ne produisent pas pour un seul intermédiaire, mais



La syndicaliste Zehra Khan lors de son intervention à Brigue, où elle figurait parmi les invités internationaux du congrès d'Unia.

qu'elles font partie d'une chaîne mondiale qui prospère grâce à leur travail flexible, exploité et sous-payé. «Ces femmes ne savaient même pas qu'elles étaient exploitées, se souvient-elle. Au contraire, elles éprouvaient de la sympathie pour leur intermédiaire, car il leur apportait du travail qui leur permettait de gagner un peu d'argent. Il a fallu beaucoup de temps pour leur faire comprendre qu'elles contribuaient à une économie qui brassait des milliards de dollars, mais sans protection ni droits.»

Les difficultés étaient multiples. Certaines femmes étaient initialement sceptiques, d'autres intimidées par leurs proches qui craignaient pour leur réputation. Les premières réunions se déroulaient souvent dans des maisons privées, à des heures inhabituelles, pour éviter les critiques et les regards indiscrets. Mais peu à peu, des cercles d'étude ont vu le jour: des espaces de

formation collective où l'on discutait des droits, du salaire minimum, de la lutte des classes, de la sécurité au travail et des questions de genre. «Au début, il y avait de la méfiance, certaines craignaient qu'il ne s'agisse que de pro-

bracelets en verre.» Malgré les intimidations subies de la part des sous-traitants, les femmes sont restées déterminées et leur détermination n'a pas faibli. Nous avons poursuivi le congrès comme prévu, en invitant également

«Ces femmes ne savaient même pas qu'elles étaient exploitées. Au contraire, elles éprouvaient de la sympathie pour leur intermédiaire, car il leur apportait du travail qui leur permettait de gagner un peu d'argent, mais sans protection ni droits»

Zehra Khan, syndicaliste pakistanaise

pagande. Cela a changé lorsque nous avons réaffirmé que nous n'étions pas là pour poursuivre d'autres intérêts que les leurs: petit à petit, nous avons réussi à faire passer ce message et elles ont été convaincues que nous étions vraiment là pour les protéger. Elles ont alors commencé à nous faire confiance.»

LA NAISSANCE DU SYNDICAT

Progressivement, ces femmes ont pris conscience qu'après avoir mis en place un système d'organisation, de communication et de sensibilisation parmi les travailleuses, il fallait agir sur le plan juridique: elles avaient enfin besoin de protections concrètes pour les défendre. «Produire des biens signifie générer des profits, explique Zehra Khan. Vous ne pouvez pas ignorer indéfiniment ceux qui créent ces profits.» En 2009, les travailleuses d'Hyderabad, dans le sud du Pakistan, organisent le premier congrès, qui marque la naissance du premier syndicat de travailleuses à domicile dans le secteur des

un représentant du Ministère régional du travail, qui s'est présenté et nous a soutenues. C'était la première fois que nous parvenions à faire passer nos revendications du niveau de la lutte des sexes à celui de la lutte des classes.»

C'est ainsi qu'a officiellement été créée la Home-Based Women Workers Federation (HBWWF): né comme un travail de recherche à l'université, ce projet est devenu en quelques années un mouvement qui a porté la lutte au niveau national. Dans son poing fermé, levé vers le ciel, elle serre le texte de l'article 17 de la Constitution pakistanaise: celui qui garantit la liberté d'association. En invoquant cet article, la fédération a pu commencer à négocier directement avec les intermédiaires, faire enregistrer les travailleuses et obtenir enfin une reconnaissance légale. En 2018, la loi de la région du Sindh a officiellement reconnu les travailleuses à domicile, leur permettant de s'inscrire au système national de sécurité sociale et de bénéficier de plans de retraite.

INITIATIVE LOCALE, LUTTE MONDIALE

Mais l'impact de cette bataille s'est étendu au-delà des frontières nationales. A la suite de la catastrophe causée par l'incendie, en 2012, d'une usine à Karachi, dans laquelle 300 travailleurs ont trouvé la mort, puis, en 2013, de l'effondrement du Rana Plaza, au Bangladesh, dans lequel plus de 1100 ouvriers ont péri, la HBWWF a commencé à collaborer avec des organisations internationales afin de garantir le respect des droits des travailleurs et d'introduire des normes de diligence raisonnable, obligeant les multinationales à contrôler les conditions de leurs chaînes d'approvisionnement. Zehra Khan raconte l'immense travail accompli avec l'aide de plus de cent familles apparentées aux victimes, un travail d'enquête qui a donné lieu à des rapports utilisés devant les tribunaux pour demander justice: «Nous voulions faire comprendre que les travailleurs ne sont pas des esclaves, mais font partie intégrante de l'économie mondiale.»

Aujourd'hui, la HBWWF compte des milliers de membres qui continuent de lutter pour des salaires équitables, la sécurité au travail et la fin de l'exploitation dans les chaînes de sous-traitance. Ces membres participent à des réseaux internationaux et font entendre la voix des travailleuses pakistanaises dans les forums mondiaux sur le travail dit «informel». Sur la scène de Brigue, sous les applaudissements des délégués et des militants, elle conclut par un espoir, un appel, une ambition: «Mon plus grand souhait est que la société trouve un équilibre: le capitalisme ne peut pas être laissé libre de faire tout ce qu'il veut. Je voudrais un changement qui apporte respect, droits et paix aux travailleurs.» ■



«Produire des biens signifie générer des profits», explique Zehra Khan.

LECTURE

Une BD raconte la première grève féminine de Suisse, en 1907, à Yverdon.

PAGE 12



FRIBOURG

Un comité de patrons s'est créé en faveur du salaire minimum.

PAGE 13



PAUSE CAFÉ

Fabien Kreis veut revaloriser les métiers du second œuvre.

PAGE 14

UNIA RAMÈNE UNE PATRONNE À LA RAISON

TERTIAIRE A Neuchâtel, le syndicat est venu en aide à un salarié du secteur de la vente mis à la rue, qui plus est sans le sou, par son employeuse. Celle-ci a accepté de négocier.

Manon Todesco

Un cas d'urgence s'est présenté à Unia Neuchâtel. Un employé de l'entreprise E. Krasnici Neuchâtel Gare GmbH (franchisé Coop Pronto) a poussé la porte du syndicat après avoir été sommé de quitter son logement du jour au lendemain. Il était logé depuis plusieurs mois dans un studio appartenant à la propriétaire de l'entreprise. De plus, alors qu'il est en arrêt à la suite d'un accident de travail, sa patronne, en violation de ses obligations légales, refuse de lui verser les 80% de son salaire dus pendant son incapacité. Ajoutez à cela une série d'autres comportements jugés inacceptables par Unia, comme une absence totale de dialogue avec le personnel, des propos hostiles envers ce dernier, des violations légales et conventionnelles, et une suspicion de marchandise de sommeil.

DISCUSSIONS OUVERTES

Le syndicat a convoqué la presse le 31 octobre pour dénoncer cette employeuse «indélicate», mais a annulé l'événement quelques minutes avant, celle-ci ayant accepté de discuter avec Unia pour trouver des solutions. «Nous nous sommes tout de même rendus

sur place, rapporte Benjamin Plüss, secrétaire syndical à Unia Neuchâtel. A la suite de la pression et de l'action d'Unia, l'entreprise s'est engagée à ouvrir une discussion afin de régler le cas individuel de l'employé en question, mais aussi pour une mise en conformité avec la loi et la convention collective de travail.»

SALAIRE D'OCTOBRE VERSÉ

Si le travailleur ne récupérera pas son logement – un studio de 10m² qu'il partageait avec deux autres collègues – sa patronne lui a entre-temps versé, le jour même, 80% de son salaire d'octobre, comme la loi l'y oblige. «Au moins, il aura les ressources financières à disposition pour se retourner. Des discussions tripartites avec un représentant de Coop Pronto AG auront lieu le 1^{er} décembre afin de mettre le doigt sur les problématiques et les réssoudre», ajoute le syndicaliste, satisfait de voir que la lutte a payé. Unia s'assurera du respect strict de la CCT et du droit du travail, tout comme du fait que les travailleurs et les travailleuses bénéficient de conditions de travail décentes. En attendant, le syndicat a temporairement mis un logement à disposition de l'infortuné salarié, à titre gracieux. ■



L'intervention rapide d'Unia aura suffi à convaincre l'employeuse d'ouvrir un dialogue en vue d'une mise en conformité de son entreprise.

Victoire pour le site de Stahl Gerlafingen

INDUSTRIE Le Canton de Soleure a voté une contribution de 4,6 millions de francs, condition pour débloquer l'aide de la Confédération de 9,2 millions. La production et les emplois sont préservés.

Rocco Zacheo

C'était une décision très attendue, dont dépendait l'avenir des travailleuses et des travailleurs de Stahl Gerlafingen. Après des mois d'attente, elle est enfin tombée et elle promet de belles perspectives pour le site industriel. Le Grand Conseil de Soleure a voté, par 64 voix pour, 24 contre et 13 absences, une importante contribution financière, en allouant une aide de 4,6 millions. Le déblocage de ce montant permet d'ouvrir automatiquement la voie à celui promis par la Confédération en décembre 2024. Cette autre aide avait été obtenue après des mois de lutte des salariés, mais son versement avait été conditionné à l'intervention favorable du Canton. C'est désormais chose faite. Ainsi, les 9,2 millions votés par le Parlement fédéral tomberont eux aussi dans les caisses de l'aciérie et porteront à 13,8 millions de francs le total des interventions publiques. Le plan de financement s'étalera pour l'année en cours et jusqu'en 2028.

OBJECTIF ZÉRO ÉMISSION

Le tournant positif du dossier réjouit particulièrement Unia, qui s'était activé à l'automne 2024 pour sauver le site et les 120 emplois menacés. Responsable de la branche industrie MEM, Matteo Pronzini salue le vote du Canton de Soleure et la fin d'un parcours compliqué mais exemplaire. «Le mouvement syndical peut être orgueilleux et fier d'avoir réussi à lancer un processus vertueux, en interagissant avec les élus à Berne, et en particulier avec le parlementaire d'alors Roger Nordmann. Cette collaboration étroite a permis le vote d'une loi spécifique comportant un accord temporaire

et des clauses restrictives. L'employeur s'est engagé à garder son site de production et à préserver les presque 500 emplois; il renonce également à la distribution de dividendes durant les quatre années à venir. En dernier lieu, Gerlafingen emprunte la voie de la décarbonisation, avec des investissements spécifiques.» Le site contribue ainsi à atteindre l'objectif fixé par la loi de zéro émission nette, en privilégiant les circuits courts. Dans son communiqué daté du 4 novembre, Unia rappelle que la «Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (KBOB) recommande d'utiliser pour tous les appels d'offres de l'acier d'armature fabriqué à partir de ferraille recyclée, comme celui produit à Gerlafingen». De manière générale, Matteo Pronzini

salue l'architecture irréprochable de l'accord validé par les élus soleurois: «C'est un élément crucial dans notre stratégie en matière de politique industrielle. Il découle de la réflexion et de l'élan qui a suivi la campagne de 2024 pour sauver Vetropack, qui n'a malheureusement pas donné les mêmes résultats.»

Mais qu'en sera-t-il de l'aciérie après 2028, alors qu'elle ne bénéficiera plus de la manne cantonale et fédérale? Faudra-t-il craindre pour sa pérennité passée cette échéance? Pour le syndicaliste, il n'y a pas de quoi être inquiet: «La direction a présenté un plan qui prévoit une autonomie financière au-delà de 2028. Les chiffres noirs seront donc atteints dans les quatre ans.» ■



Des ouvriers de Stahl Gerlafingen lors de la mobilisation de novembre 2024 qui visait à sauver le site et les emplois de l'aciérie.

Nestlé doit s'expliquer

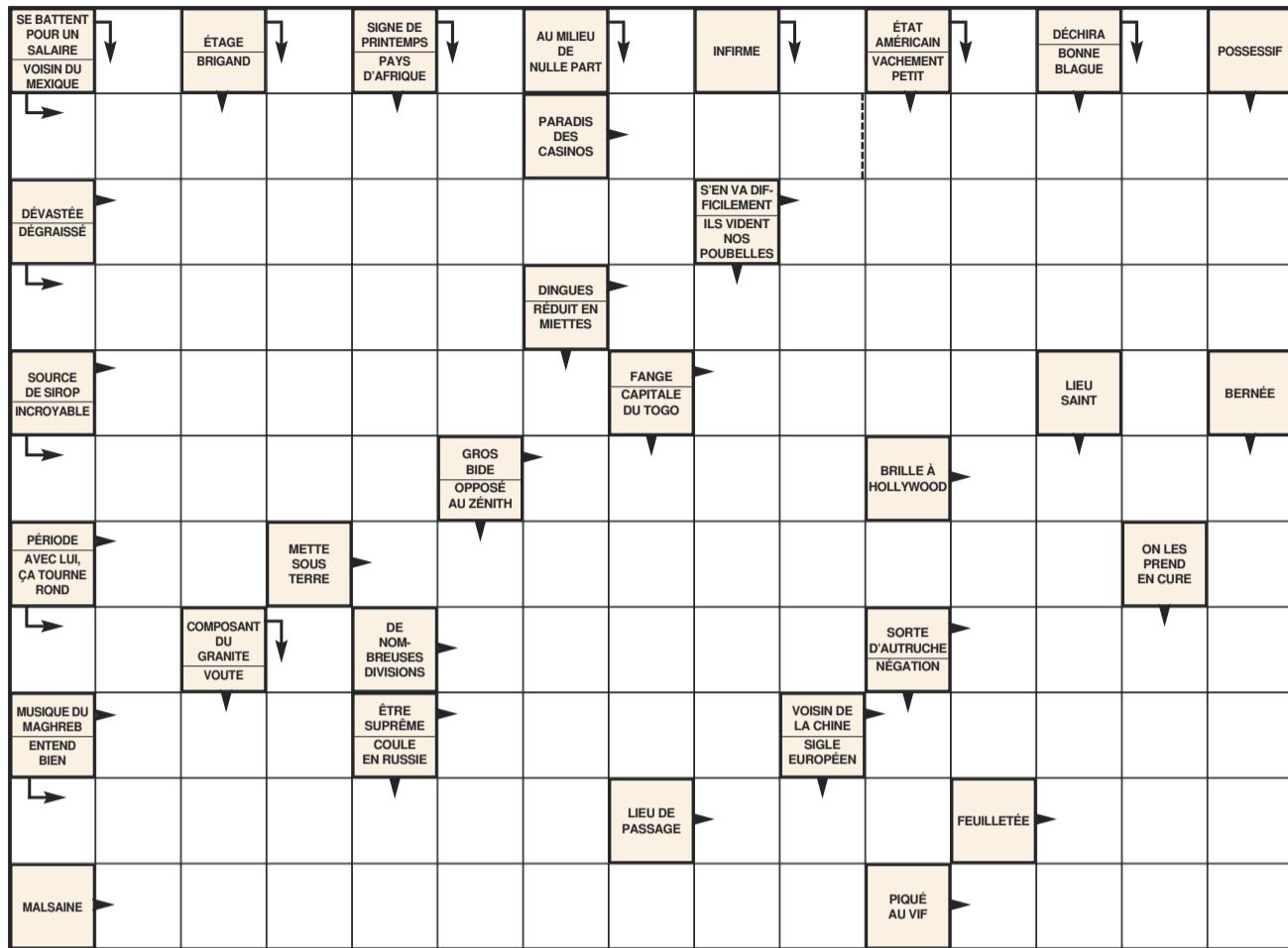
LICENCIEMENTS Dans un courrier, Unia somme la multinationale de clarifier ses intentions après avoir annoncé la suppression de 16 000 postes. Le syndicat appelle à un dialogue rapide avec les partenaires sociaux.

Manon Todesco

Ce sont 16 000 emplois dans le monde qui sont menacés chez Nestlé, soit plus de 6% des salariés du groupe. La multinationale a annoncé le 16 octobre un projet de suppression de postes massif sur les deux prochaines années. «Le nouveau PDG de Nestlé, Philipp Rösler, veut économiser trois milliards de francs sur le dos de ses employés afin de réduire les coûts et accroître la rentabilité du groupe à court terme», dénonce Unia dans un communiqué de presse diffusé le 31 octobre. Le syndicat condamne la suppression massive des emplois, ainsi que la manière «irrespectueuse» d'avoir informé ses employés et les partenaires sociaux via la presse. Il exige que Nestlé en dise plus. «Cette annonce semble avoir été faite surtout en pensant aux marchés boursiers. Unia demande à Nestlé de clarifier les mesures prévues, les raisons de la prise de cette décision, le calendrier et la répartition pour chaque pays.» Pour rappel, 8 000 personnes travaillent pour le géant de l'alimentaire en Suisse.

LA LUTTE S'ORGANISE

Dans ce contexte, les syndicats ont décidé d'ores et déjà d'organiser les employés et ont adressé une lettre à Nestlé afin de demander un entretien dans les meilleurs délais. Unia n'est pas seul dans cette lutte. Il coordonne ses efforts avec le Comité d'information et de consultation européen de Nestlé (NECIC), la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT) et l'Union internationale des syndicats des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA). Dans ce courrier, tous ces acteurs demandent à Nestlé, dans un premier temps, de renoncer à son projet de suppression massive des emplois, de privilégier ses salariés plutôt que les profits de ses actionnaires et de respecter le rôle des syndicats et du NECIC dans les processus de consultation. ■

À VOS CRAYONS 

© FORTISSIMOTS.COM

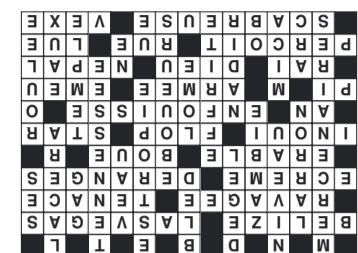
FACILE

3	6	2			4			9
	8	7	2			5	6	
1				6		2		
					5	8	6	4
					6	7		
	2	3	4	1				
		5		3				7
	7	4			5	3	9	
9		7			1	5	8	

DIFFICILE

3	1	4			5			
9			2		3			
	7	6	5		4	1	5	8
2	7	4	1	8	5	3	9	6
8	1	5	9	3	6	4	2	7
7	2	3	4	1	9	7	8	5
5	4	8	6	2	7	9	3	1
7	9	1	3	5	8	6	4	2
4	8	7	2	9	1	5	6	3

RÉSULTATS



1	6	2	9	5	4	8	7	3
3	8	4	1	7	6	9	5	2
9	5	7	2	8	3	6	1	4
7	2	5	3	1	8	4	9	6
8	4	9	6	8	2	1	3	1
5	3	1	4	9	7	5	6	8
2	3	6	7	4	1	2	1	5
9	3	6	6	1	8	5	3	9
2	7	4	1	5	9	3	6	4

DIFFICILE

9	3	6	7	4	1	2	1	5	8
2	7	4	1	5	9	3	6	4	2
8	1	5	9	3	6	4	2	7	
7	2	3	4	1	9	7	8	5	
5	4	8	6	2	7	9	3	1	
7	9	1	3	5	8	6	4	2	
1	5	9	8	6	3	2	7	4	
4	8	7	2	9	1	5	6	3	
3	6	2	5	7	4	8	1	9	

FACILE

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienné: lundi à jeudi, 14h-17h30. Permanence téléphonique 032 329 33 33: lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30. Vendredi 9h-11h30.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci d'appeler le 032 653 01 11.

Lüss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33. Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CAISSE DE CHÔMAGE

Bulle: rue de Vuippens 29.

Fribourg: rte des Arsenaux 15.

Lundi à jeudi, 8h30-11h30 et 13h30-16h30; vendredi, 8h30-11h30.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: Veuillez vous adresser à Mme Ariane Zurcher, route de la Parquerie 2, La Tour-de-Trême, 076 605 71 41, ariane.zurcher@live.fr

GENÈVE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Lundi, 14h-18h; mardi, jeudi et vendredi, 9h-12h et 14h-18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique: mardi à vendredi, 9h-12h et 14h-18h, au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Rue des Gares 12. Lundi, 13h30-17h; mardi à vendredi, 9h-12h et 13h30-17h; vendredi, fermeture à 16h. **Envoi des formulaires U1:** geneve.pdu1@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités: Les réunions ouvertes à tous les membres ont lieu tous les 2^e mardis du mois de 10h à 13h, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel:

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi, 15h-18h.

OUVERTURE DES SECRÉTARIATS: lundi à jeudi, 10h-12h et 15h-18h.

Fleurier

Permanences syndicales: un jeudi sur deux, 15h-18h (jours affichés sur la porte du secrétariat).

OUVERTURE DU SECRÉTARIAT: mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Le Locle

Pas de permanence syndicale.

OUVERTURE DU SECRÉTARIAT: jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h.

PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE POUR TOUTE LA RÉGION AU 0848 20 30 90: lundi à vendredi, 10h-12h et lundi à jeudi, 14h-18h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Fleurier, place de la Gare 3.

Mardi, 9h-11h30 et 14h-17h.

Chaux-de-Fonds: av. Léopold Robert 67. Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

Le Locle: Crêt Vaillant 19.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30.

Neuchâtel: avenue de la Gare 3.

Lundi, mardi et jeudi, 9h-11h30 et 14h-17h; mercredi, 14h-17h; vendredi 9h-11h30.

LA CHAUX-DE-FONDS

GROUPE DES RETRAITÉS

Pour la dernière sortie de l'année, nous vous proposons de nous rencontrer autour d'une fondue chinoise le mercredi 19 novembre dès 11h30, au restaurant Piscine-Patinatoire, à La Chaux-de-Fonds. Transports publics (bus Patinoire). Merci de vous inscrire auprès de Didier Gigon au 079 385 37 55 jusqu'au 18 novembre. Venez comme d'habitude avec votre traditionnelle bonne humeur! Andrée Schnegg

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30; vendredi, 9h-11h30, au 0848 421 600.

Delémont: rue de la Jeunesse 2.

Lundi à jeudi, 9h-11h30 et 13h30-17h30.

Porrentruy: rue des Baïches 18.

Lundi, 13h30-17h30.

Saint-Imier: rue Francillon 20.

Mardi, 13h30-17h30.

Tavannes: rue du Quai 20.

Jeudi, 13h30-17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont, place de la Gare 11.

Lundi et jeudi, 13h30-16h; mardi et vendredi, 9h-11h30; mercredi, 9h-11h30 et 13h30-16h.

Moutier: rue Centrale 11.

Lundi, 9h-11h30; mercredi, 13h30-16h.

Porrentruy: rue des Baïches 18.

Lundi, 13h

UN FESTIVAL TOUCHE-À-TOUT QUI RASSEMBLE

ÉVÉNEMENT Depuis vingt ans, les arts, la culture et le féminisme sont mis à l'honneur à Genève par Les Créatives. Bilan et perspectives avec ses deux codirectrices.

Textes Manon Todesco

C'est un objet assez unique en son genre. Les Créatives, festival genevois qui fête ses vingt ans, propose autant de scènes musicales que d'arts vivants et de forums, sous forme d'ateliers ou de tables rondes. Une manifestation pluridisciplinaire avec pour toile de fond la promotion des femmes et des minorités de genre dans le milieu de la culture. Alors que la prochaine édition aura lieu du 18 au 30 novembre prochains, Nevena Puljic et Ermela Haile, les deux codirectrices des Créatives depuis 2022, reviennent sur les enjeux passés et futurs du festival.

QUESTIONS RÉPONSES

En 2005, l'ambition des Créatives était de visibiliser les femmes et les minorités de genre dans les arts et la culture. Est-ce que, vingt ans après, le but est atteint?

Ermela Haile: On peut dire qu'on a bien avancé sur ce sujet. A ses débuts, l'événement avait lieu sur un weekend et seulement dans la commune d'Onex. Depuis, il a pris de l'envergure, il s'est constitué en association, sillonne plus largement le canton et s'étale sur deux semaines. Nous en sommes très heureuses, mais tout n'est pas gagné. Dans les arts et la culture, on retrouve les mêmes problématiques qu'ailleurs, à savoir les inégalités salariales, le harcèlement et les perspectives de carrière en défaveur des femmes.

Comment le festival s'est-il rendu incontournable au bout du lac?

Nevena Puljic: Il a décidé de s'agrandir après sa 12^e édition en 2016, et la vague #MeToo a débuté en octobre 2017, mettant les enjeux féministes et tout le travail qu'il restait à accomplir sur le devant de la scène. Le festival répondait à des questions actuelles, notamment celle de l'intersectionnalité, et a réuni des personnes qui s'y intéressaient. Les Créatives est aussi intelligent que visionnaire, car c'est un mélange des genres assez unique.

En tant que duo à la tête du festival, que souhaitez-vous impulser?

Nevena Puljic: Amies depuis l'université, quand nous avons vu l'annonce, on s'est lancées ensemble. Notre envie était de démocratiser ce projet et la culture plus largement: ouvrir les espaces culturels qui peuvent être difficiles d'accès pour des raisons sociales ou économiques. On vient toutes les deux de classes populaires, passionnées d'arts, mais on ne se retrouvait pas forcément dans ce qui existait à Genève. On fait des petits pas, on essaie des choses, on essaie de montrer que tout le monde est concerné par la culture et le féminisme.

Ermela Haile: Nous ne sommes pas venues pour tout révolutionner. Nous essayons de rendre ce festival plus inclusif et tenons à offrir un espace où puisse se retrouver le plus grand nombre de personnes. Nous sommes aussi attachées au jeune public et proposons des événements accueillants pour les enfants.

KENZA WADMOFF



Nevena Puljic et Ermela Haile, les codirectrices des Créatives, lors du festival.

Comment vous projetez-vous sur les vingt prochaines années?

Nevena Puljic: Dans un monde idéal où les inégalités seraient révolues, j'aimerais qu'il devienne davantage un lieu de réjouissances que de combats. Qu'il reste un lieu de rencontres, de ressources et de force. Et pour être plus terre à terre, j'espère juste qu'il pourra continuer à exister. Le futur de la culture et de son financement est très inquiétant. Je crains qu'elle soit de moins en moins représentative et ne devienne un privilège.

Ermela Haile: Si on est lucides, il semble compliqué de faire face aux discours réactionnaires et masculinistes actuels, ou aux coupes budgétaires annoncées qui affecteront nos artistes. Néanmoins, nous avons obtenu ces dernières années davantage de subventions publiques et donc une certaine stabilité financière pour

les années à venir, et nous espérons pouvoir compter dessus encore longtemps. Notre challenge sera aussi, au-delà du festival, de maintenir notre présence en tant qu'association, ce que nous faisons avec notre newsletter,

mais aussi avec nos partenariats sur des événements féministes. ■

Infos, billetterie et replay des éditions précédentes sur: lescreatives.ch

DU LOURD POUR CETTE 21^e ÉDITION

Du 18 au 30 novembre prochains, pas moins de cinquante événements rythmeront le festival, dont de nombreux gratuits. De la star de l'hyperpop Oklou, pour qui ce sera l'unique date en Suisse, à l'artiste sud-africaine Moonchild Sanelly en passant par des tables rondes d'exception en présence de Victoire Tuaillon et Sophie Lewis sur le thème des amitiés et de la famille choisie, il y en aura pour tous les goûts.

«On aura un tiers de musique, un tiers de scène, de projections ou d'expo, et un tiers de forums, avec des discussions ou des ateliers», décrivent les organisatrices. Le collectif Draga reprendra de manière percutante le texte fondateur de Monique Wittig, *Les Guérillères*. Et le 25 novembre, date phare du festival, les Rouges Putes et d'autres performeuses investiront l'espace public pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles. «C'est notre humble participation à cette journée de luttes.» ■

Avec Ekir, les bons goûts d'une cuisine solidaire

À TABLE Depuis 2009, le restaurant associatif de La Chaux-de-Fonds ouvre ses portes aux citoyens en difficulté. Plongée dans ce havre engagé

Rocco Zacheo

Pour commencer, alors que le réfugié Hassan prépare un café, la cofondatrice de cette petite niche de bienveillance qu'est le restaurant Ekir, à La Chaux-de-Fonds, nous amène dans les coulisses, là où presque tout se joue. Maria Friedli nous

présente alors ses collaboratrices et ses collaborateurs aux fourneaux et nous montre les équipements de la cuisine, tous en inox. «Ils sont très récents, nous glisse-t-elle sur un ton satisfait, les anciens ne répondraient plus aux normes d'hygiène. Mais on n'aurait pas pu les changer sans le soutien de la Loterie Romande.» Cette opération, comme

tant d'autres, fait dire à l'hôte que l'association qui chapeaute les lieux (Ekir Manger-Ensemble) vit de miracles. Traduit concrètement, cela se manifeste par des engagements inattendus ou encore par les gestes solidaires venus d'un réseau lui aussi associatif, qui collabore activement et participe au succès de cette aventure unique. «Je vais vous donner quelques exemples: il y a peu, une entreprise nous a versé 15 000 francs, c'est une somme importante qui nous donne de quoi venir pendant plusieurs mois. Une autre fois, la Commission cantonale des personnes vivant avec un handicap, nous a alloué une aide de 5000 francs, ce qui nous a permis d'acheter une nouvelle machine à café et une rampe d'accès pour les personnes en situation de handicap. Nous avons aussi la chance de côtoyer un propriétaire des locaux très compréhensif, qui nous loue l'espace à un prix modique.»

UN PUBLIC BIGARRÉ

Le restant de la mission d'Ekir repose sur des contributions de toutes sortes. Les communes du Locle et de La Chaux-de-Fonds apportent une béquille financière. Quant aux biens de consommation qui passent par la

cuisine avant de terminer dans les assiettes, ils sont issus des Cartons du Coeur, par exemple, qui distribuent notamment des pâtes, du riz, des boîtes de conserve ou du sel. Table suisse, qui récupère les invendus auprès des grandes chaînes du commerce alimentaire, est aussi de la partie. Voilà qui permet à Ekir de servir une vingtaine de couverts par jour, à midi uniquement, du lundi au vendredi, mercredi exclu. Le tout à des prix frôlant le symbolique: 8 francs pour le menu et 1 franc pour la boisson. Le public des lieux? Il est au cœur de la mission du restaurant: «Ce sont des personnes retraitées ou au bénéfice de l'assurance invalidité, explique Maria Friedli. Il y a également des travailleurs aux revenus modestes, des migrants et des requérants d'asile. Le mélange de ces populations contribue à lutter contre le racisme. Des Suisses et des étrangers se retrouvent à table, les premiers comprennent tout ce qu'apportent et de quoi sont capables les seconds.»

Elle-même migrante, Brésilienne qui a grandi à Nova Iguaçu (Etat de Rio de Janeiro) et qui s'est établie il y a plusieurs décennies à La Chaux-de-Fonds, la cofondatrice est parvenue à insuffler sa sensibilité et son engagement

aujourd'hui une vingtaine de personnes. «Notre politique vise la transformation sociale. Nous luttons pour cela contre toute forme d'exclusion et de pauvreté et nous ouvrons les portes à tout le monde.»

Chez Ekir, on nourrit le ventre mais on n'oublie pas l'esprit, en accueillant des expositions par exemple, comme celle du photographe Luca Solari, visible actuellement. On encourage en suscitant les échanges entre citoyens. C'est ainsi que, les samedis et les dimanches, les locaux passent entre les mains d'associations de communautés migrantes – la camerounaise et l'érythréenne surtout –, qui organisent des événements et ouvrent à leur tour les portes aux curieux. Les prochains grands projets? Maria Friedli les a déjà fixés; ils prendront forme en 2027, année qui verra la ville neuchâteloise érigée en capitale culturelle de la Suisse. «Ce sera l'occasion de placer Ekir dans la dynamique qui va générer cet événement.» ■

Pour soutenir Ekir:
IBAN CH59 8080 8004 3434 6416 9
Contact: ekir01@yahoo.fr



Le restaurant Ekir accueille à La Chaux-de-Fonds un public hétérogène et des expositions temporaires.

PIERRE NOVERRAZ/ARCHIVES

MULTINATIONALES: SUR LE DOS DES PEUPLES ET DES TRAVAILLEURS

Depuis leur apparition, les multinationales ont pratiqué des politiques allant à l'encontre des intérêts du peuple et de l'environnement. C'est ce qui ressort de l'étude menée par Olivier Petitjean et Ivan du Roy.

Jean-Claude Rennwald

Dirigée par deux journalistes, Olivier Petitjean et Ivan du Roy, cette enquête a été réalisée grâce à la collaboration d'une cinquantaine de chercheurs et de militants. Qu'on consomme leurs produits, qu'on admire leurs marques ou qu'on dénonce leurs pratiques, les multinationales sont partout dans nos vies, d'où cette affirmation des auteurs: «L'histoire des multinationales est donc notre histoire.» L'ouvrage passe en revue plus d'une centaine de sociétés, ce qui nous contraint à des choix.

LAFARGE: DE SUEZ AU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Lafarge, actuel leader mondial du ciment et l'un des plus gros émetteurs de CO₂, reçoit en 1864 une commande phénoménale, la construction du canal de Suez. Bien plus tard, en 2024, Lafarge (absorbée par Holcim en 2021) est la première entreprise mise en examen pour complicité de crime contre l'humanité. Elle est accusée d'avoir versé, entre 2012 et 2014, des sommes

d'argent à des groupes islamistes terroristes afin de poursuivre l'activité de sa cimenterie en Syrie. La procédure n'est pas terminée.

NESTLÉ: DICTATURES ET SCANDALE LAITIER

Numéro un mondial de l'agroalimentaire, Nestlé a eu des comportements douteux dans son histoire. Après 1945, l'entreprise de Vevey est parvenue à étendre sa présence à la quasi-totalité des pays du monde. Selon les auteurs, elle a essayé des critiques sévères pour sa présence dans des pays à régime autoritaire, comme le Chili de Pinochet ou le Vietnam communiste, ainsi qu'à des boycotts retentissants, notamment à la suite du scandale de la promotion de lait en poudre aux populations pauvres d'Afrique dans les années 1970.

VW: COMPLICITÉS AVEC LES NAZIS

L'industrie automobile est bien présente parmi les multinationales. En 2003, lorsqu'elle cesse la production de Coccinelles, Volkswagen (VW) en a construit 21 millions. Cette performance ne doit pas faire oublier que VW

a eu des fréquentations particulières. En 1945, Ferdinand Porsche, patron de l'entreprise, est invité par les autorités françaises à visiter des usines Renault. Il est arrêté et emprisonné durant vingt mois pour ses activités au service du parti nazi, auquel il avait adhéré en 1937. Mais VW ne s'arrête pas en si bon chemin. En 1964, un coup d'Etat survient au Brésil, les grèves sont interdites, les syndicats réprimés et les salaires diminuent fortement. Il s'avère alors que Friedrich Schultz-Wenk, président de la filiale brésilienne de VW, a été membre du parti nazi!

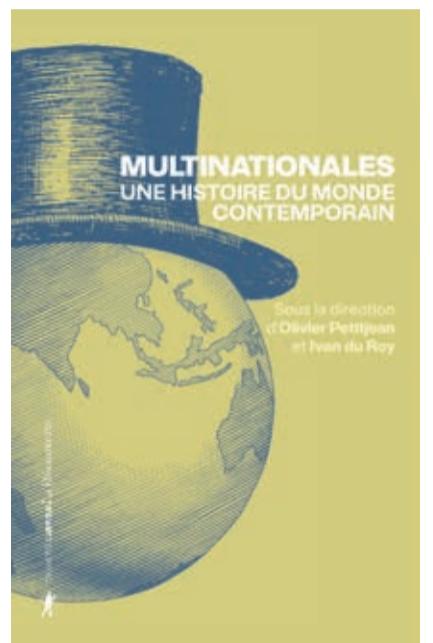
TOYOTA OU LE JUSTE-À-TEMPS

Premier constructeur mondial avec plus de 11 millions de véhicules vendus en 2023, Toyota occupe cette position dominante en raison de son modèle productif du «juste-à-temps» ou flux tendus. Celui-ci permet à la firme japonaise de réaliser des gains de productivité et de flexibilité qui lui donnent un avantage conséquent sur ses concurrents, grâce à des ouvriers responsables de plusieurs machines à la fois, aux compétences diversifiées

et affectés à plusieurs postes, et de réduire les temps de maintenance et des stocks. Une bonne partie des voitures Toyota sont produites dans d'autres pays. La firme a profité de l'élargissement de l'Union européenne pour s'implanter dans les pays d'Europe centrale et orientale, où les salaires sont nettement plus bas.

ET LES SYNDICATS?

Face à ces puissantes entreprises, que font les syndicats? «Malgré quelques succès initiaux, notent les auteurs, les premières grèves transnationales ne débouchent que rarement sur des formes pérennes de dialogue social», notamment parce que les syndicats ont de la peine à parler d'une seule voix, contrairement aux employeurs. Le premier accord-cadre international est conclu entre l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) et le groupe français BSN-Gervais Danone, dont le PDG, Antoine Riboud, s'engage pour une directive européenne sur l'emploi. Celle-ci ne verra le jour qu'en 1994. ■



«Multinationales. Une histoire du monde contemporain», sous la direction d'Olivier Petitjean et Ivan du Roy, éditions La Découverte, 2025, 858 pages.

Les cigarettes de la colère

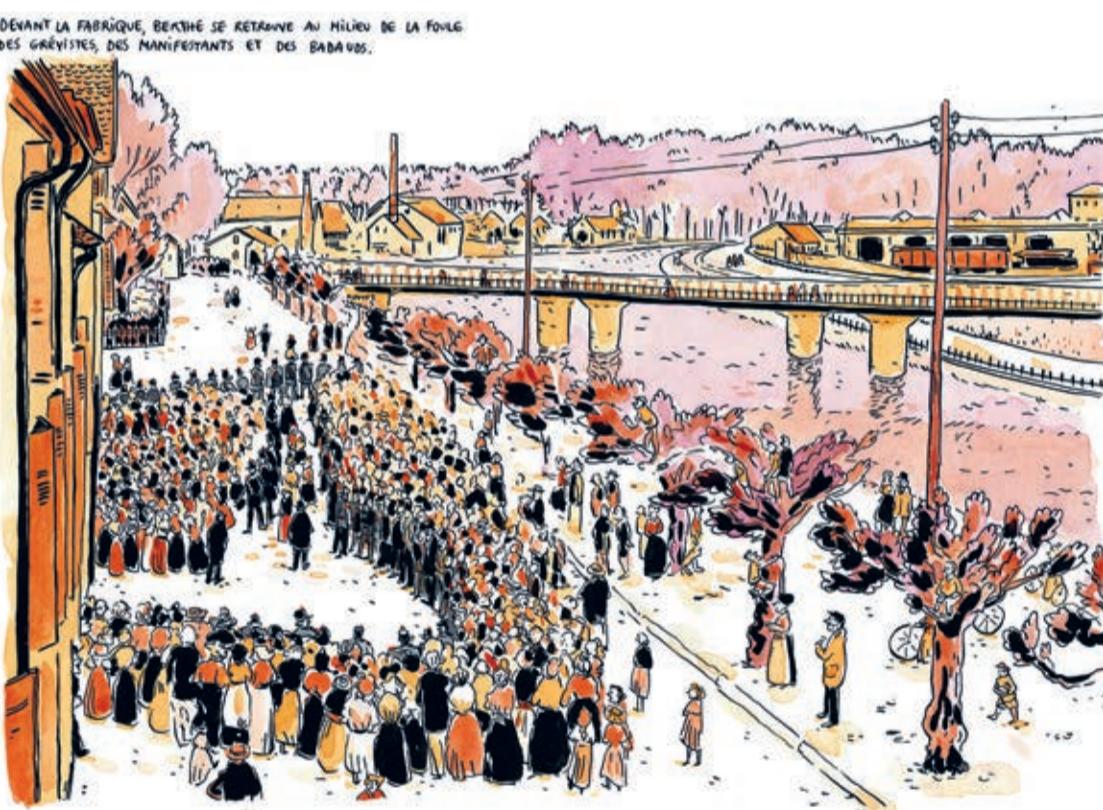
La bande dessinée «La révolte des cigarières» retrace l'histoire captivante de la première grève entièrement menée par des femmes en Suisse. Entretien avec son auteur, Eric Burnand.

Sonya Mermoud

En 1907, Sara, une jeune mère célibataire, est engagée par la fabrique de cigarettes d'Yverdon. Dans l'usine, propriété de la famille Vautier, la colère gronde. Cadences infernales, horaires interminables, salaires dérisoires: soumises à des conditions de travail exécrables, les petites mains féminines formant la main-d'œuvre n'en peuvent plus. Mais se voient interdites de se syndiquer. Pas de quoi dissuader quelques courageuses ouvrières qui, tenant tête au patronat, optent pour la lutte et organisent la grève. Un mouvement qui va ébranler la bonne société locale, révéler une solidarité ou des clivages parmi les ouvrières et faire éclater un secret de famille. Ecrit par le journaliste Eric Burnand et joliment illustré par Fanny Vaucher, *La révolte des cigarières* retrace ce conflit social composant une page majeure de l'histoire syndicale et féministe helvétique.

TROUVEILLE ÉMOUVANTE

«C'est un événement local peu connu du grand public, mais d'une portée nationale. Il s'agit en effet de la première grève entièrement organisée par des femmes, comme j'ai pu vraiment le vérifier», note l'auteur, qui mettra la main sur une trouvaille «émouvante»: un tract des cigarières, conservé par le maire d'Yverdon et confirmant les informations existantes. «La bande dessinée raconte cette histoire de leur point de vue. Une manière de faire aussi un pas de côté par rapport au pouvoir, tout en entrant en résonance avec des luttes actuelles», précise l'homme qui, se revendiquant de la génération soixante-huitarde,



indique être sensible à ces questions. Et cela alors que les grèves féministes se poursuivent, notamment pour réclamer l'égalité salariale. L'ancien journaliste de presse écrite et collaborateur de la RTS attirera aussi l'attention sur la position peu reluisante du syndicat de la branche de l'époque, devenu la FCTA. La Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation ne s'intéressait alors pas aux rémunérations des ouvrières et ne voulait pas d'affiliées. «Elle pensait que les salaires trop bas des travailleuses ne leur permettraient pas de payer les cotisations.» Après la victoire des grèves, le syndicat en question ne manquera pas néanmoins de la récupérer à son compte... ■

INTRIGUE ROMANESQUE

Si *La révolte des cigarières* se base sur des faits dûment documentés

- comme en témoignent les annexes et les photos d'archives figurant à la fin de l'ouvrage - le récit ne se prive pas d'une part fictive. Et met en scène des protagonistes imaginés qui auraient toutefois facilement pu s'inscrire dans la réalité de ce début du XX^e siècle. «L'idée consistait aussi à jouer sur l'intrigue romanesque et l'émotion», commente Eric Burnand. Quant au choix du support, il s'explique par la volonté des auteurs d'atteindre un large public, eux qui ont déjà réalisé ensemble deux autres bandes dessinées à succès, *Le siècle d'Emma* et *Le siècle de Jeanne*. Après les XIX^e et XX^e siècles abordés dans ces opus, un nouveau volume sur le XVIII^e siècle, raconté par des jumeaux, pourrait voir le jour, annonce Eric Burnand. De quoi réjouir les amateurs de BD et d'histoire. ■



«La révolte des cigarières», Eric Burnand et Fanny Vaucher, éditions Antipodes, 2025, 208 pages.

Entre polar absurde et satire politique

La fable graphique «Sans rire?» explore un monde dans lequel l'humour a disparu. Drôle et inquiétant à la fois.

Sonya Mermoud

Cadre au Centre d'harmonisation ubuesque du travail, le C.H.U.T, Nosgrib décède subitement, vraisemblablement terrassé par un feu. Une mort suspecte, dans une société ultraformatée où l'humour et l'ironie ont été bannis... par référendum! L'inspectrice Luce est chargée de mener l'enquête. Pour cette dernière affaire - elle s'apprête à prendre sa retraite -, la policière est assistée par Emmanuel-Frédéric qui lui succédera. Cet étrange binôme déambule dans un monde dystopique à la George Orwell où le travail a été érigé en valeur absolue. Il explore les arcanes du pouvoir et ses priviléges, les mécanismes de contrôle et va (re)découvrir le rire, devenu l'apanage d'une minorité se réunissant en secret... Voilà pour la trame de *Sans rire?*, une fable graphique grinçante signée Céef. L'auteur, de son vrai nom Charles Féry (l'alias vient de ses initiales), est passé par la case *Charlie Hebdo*. Dessinateur de presse et journaliste, il aborde à travers son ouvrage coloré la disparition progressive de l'humour dans nos sociétés modernes, la tendance au lissage. Entre polar absurde et satire politique, dialogues déroutants et critique en filigrane des digues érigées à la dérisio[n], l'album s'interroge sur le devenir du second degré, de la liberté d'expression dans un contexte modelé par le conformisme et les bien-pensants. Il pose aussi, entre les lignes, la question de la censure et de l'autocensure, de l'ordre établi et des restrictions aux libertés individuelles. Le ton engagé, décalé, drôle n'en demeure pas moins inquiétant. Une histoire propre à susciter la réflexion et à redonner au rire, cette politesse du désespoir, toute sa portée subversive... ■



«Sans rire?», Céef, éditions Helvetic, 2025, 160 pages.

RIPOSTE À LA TRAITE DES ÉTRES HUMAINS

MIGRATION Une association valaisanne de soutien aux victimes et témoins dresse un premier bilan depuis sa création. Retour sur sa mission avec son directeur, David Dandrès.

Sonya Mermoud

Avec 28 cas recensés depuis sa création fin 2023, contre trois identifiés ces dix dernières années, l'Association valaisanne de soutien aux victimes et témoins de traite des êtres humains (AVIT) répond à un réel besoin. La structure, consultée par cinquante personnes depuis sa création, a tiré un premier bilan en octobre dernier. L'occasion de revenir sur sa mission et sur une thématique encore trop souvent méconnue. «On parle de traite lorsque des êtres humains sont exploités pour en tirer un bénéfice en profitant de leur vulnérabilité. C'est une forme d'esclavage moderne, sans recours aux chaînes ou à la force, mais en usant de moyens de contrainte psychologiques, financiers, de fausses promesses... Particulièrement pervers», rappelle David Dandrès, directeur de l'AVIT.

ENTRE PRESSIONS ET CHANTAGES

Les auteurs de traite usent de différents arguments pour dissuader les victimes de chercher de l'aide. «Sans papiers, elles sont par exemple menacées d'être dénoncées aux autorités. On peut aussi laisser entendre à celles qui sont contraintes de se prosterner que leur famille sera informée de leur activité.» S'il n'y a pas de profil type de personnes prises dans ces filets, on y rencontre néanmoins une majorité de femmes et d'infractions à caractère sexuel. Mais la proportion d'hommes exploités par le travail progresse. Les secteurs les plus touchés par ces crimes, comme la construction, l'hôtellerie-restauration, l'agriculture, les services domestiques, se caractérisent par un fort besoin de main-d'œuvre peu qualifiée. «Il n'y a pas de

nationalités spécifiques parmi les victimes. Mais une constante néanmoins: une vulnérabilité initiale personnelle et une pauvreté économique.»

TROIS MOIS POUR SOUFFLER

Parmi les missions de l'AVIT figurent la formation dispensée à différents professionnels de terrain susceptibles d'être en contact avec le public cible: inspecteurs du travail, syndicalistes, policiers, assistants sociaux travaillant dans des foyers pour requérants d'asile ou pour femmes violentées, ou encore délégués à l'intégration. Notons qu'Unia compte aussi dans ses rangs une personne spécialiste de ces questions, chargée d'informer et de sensibiliser les secrétaires syndicaux à la thématique. «Les indices les plus évidents pour détecter des personnes victimes de traite? La peur et le manque, voire l'absence de liens sociaux. Il existe une check-list d'indicateurs favorisant leur reconnaissance.» Après leur identification, l'AVIT, qui remplit une importante mission d'écoute et de soutien, oriente les victimes vers un lieu d'hébergement sûr et les met en relation avec différents acteurs qui les épauleront dans les domaines psychologique, médical et juridique. Les personnes bénéficieront systématiquement d'un permis de séjour de 90 jours. «Trois mois pour souffler! Ce délai doit leur permettre de se rétablir et de décider si elles porteront plainte ou non. Le cas échéant, la durée du droit de séjour sera liée à la procédure pénale.»

PROLONGEMENT À SON ENGAGEMENT

En 2024, chiffre David Dandrès, 250 victimes de traite ont été reconnues en Suisse. «Huitante-sept instructions pénales ont été ouvertes et



David Dandrès, directeur de l'AVIT, œuvre à la visibilisation et au soutien des victimes de traite, une réalité par définition cachée.

onze condamnations prononcées. C'est peu. Mais il est difficile d'amener des éléments de preuve. Et les magistrats ne sont pas suffisamment formés à la thématique.» Pas de quoi décourager le travailleur social qui a consacré la plus grande partie de son parcours professionnel à l'humanitaire. Travailant d'abord comme journaliste, animé par la volonté de dénoncer les injustices, l'ancien collaborateur de l'ATS

s'est ensuite tourné vers le monde des ONG. Son engagement pour le Comité international de la Croix-Rouge et Terre des hommes, l'a conduit sur de nombreux terrains difficiles comme au Darfour, à Gaza, en Irak, au Pakistan, au Mali... Le boulingueur a aussi été employé par la Chaîne du bonheur. Responsable de l'AVIT qui emploie trois personnes, il affirme s'y plaît énormément. «Nous sommes là pour faire

la différence et aider des personnes invisibilisées. C'est un travail valorisant. Nous sommes par ailleurs confrontés à nombre de thématiques intéressantes intégrant des expertises juridiques, des enjeux internationaux et des relations avec une variété d'interlocuteurs de différents milieux», s'enthousiasme le Valaisan, estimant avoir beaucoup de chance... ■

A Fribourg, des patrons font campagne pour le salaire minimum

VOTATION Un comité d'entrepreneurs et d'entrepreneuses s'est constitué afin de recommander un «oui» dans les urnes lors du scrutin cantonal du 30 novembre.

Antoine Grosjean

Des patrons qui ne cherchent pas à faire du profit sur le dos de leurs employés, cela existe. A Fribourg, certains se sont même constitués en comité afin de faire campagne pour le salaire minimum cantonal, sur lequel la population votera le 30 novembre. Ce sont seize entrepreneurs et entrepreneuses, actifs - ou l'ayant été - dans des domaines variés comme le digital, la restauration, le design, la

banque, l'imprimerie, l'architecture, l'édition ou le paysagisme. A contre-courant de l'opinion dominante dans les milieux patronaux, ces personnes sont d'avis que traiter correctement les salariés est aussi dans l'intérêt des employeurs.

Porté sur les fonts baptismaux fin octobre, ce collectif recommande donc d'approuver l'introduction dans le canton de Fribourg d'un salaire minimum s'élevant à 23 francs l'heure, soit environ 4000 francs par mois, comme le prévoit l'initiative populaire cantonale lancée par la gauche et les syndicats. Ces dirigeants à la fibre sociale ont été scandalisés par les propos du directeur de l'Union patronale suisse, Roland Müller, lequel déclarait

Nicole Bardet, membre de la direction générale de la Banque Alternative Suisse, considère qu'un salaire minimum apporte de la clarté et de la stabilité aux employeurs: «Chacun sait où se situe le seuil de rémunération acceptable, ce qui favorise une concurrence loyale et durable.»

UN PLUS POUR LA PRODUCTIVITÉ
De plus, mieux rémunérer son personnel contribue à le motiver et à le fidéliser, et ainsi, à améliorer la productivité et la qualité du travail. Le comité affirme que la grande majorité des entreprises paient déjà leur personnel davantage que 23 francs l'heure, et en constatent les bienfaits.

Une autre déclaration a choqué ces patrons et ces patronnes, celle d'Alexandre Vonlanthen, président du PLR Fribourg et coprésident du comité contre le salaire minimum, qui a dit sur La Télé: «C'est clair, tout le monde doit pouvoir vivre de son salaire, mais on ne laisse personne sur le bas-côté avec le système social que l'on a.» Autrement dit: la collectivité n'a qu'à compenser, avec nos impôts, les rémunérations trop basses versées par certaines entreprises. «Ce discours est inique, s'offusque le comité d'entrepreneurs pour le salaire minimum. Tout travail mérite salaire. C'est une question de respect de l'effort fourni, mais aussi de respect de la population dans son ensemble, qui n'a pas à payer à la place des employeurs.» ■



OLIVIER VOGELSANG

Pour Gerhard Andrey, entrepreneur et conseiller national, «un salaire qui ne permet pas de vivre n'est ni libéral, ni responsable».

ÉCLAIRAGE

LE SERVICE CITOYEN, UN FARDEAU DE PLUS POUR LES FEMMES

Aline Andrey

Que propose l'initiative «Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)» soumise au vote le 30 novembre? Chaque Suisse et chaque Suisse seraient obligé de faire le service militaire, la protection civile ou le service citoyen. Ce dernier serait consacré à la collectivité et à l'environnement, ainsi qu'à la possibilité d'accroître la mobilisation en cas de crise. Celles et ceux qui ne s'acquitteraient pas de leurs devoirs devraient payer une taxe. A noter que la Suisse est déjà l'un des rares pays européens à avoir un service militaire obligatoire pour les hommes.

Qui rejette cette initiative? Le Conseil fédéral, le Parlement et tous les partis - hormis les Verts libéraux, le Parti évangélique, le Parti pirate, et les Jeunes du Centre - s'opposent à cette initiative, l'assimilant à du travail forcé, mais également pour des raisons de coûts, d'organisation et d'égalité. Les syndicats craignent que certaines professions, majoritairement féminines, soient mises sous pression par le service citoyen, qui fournirait de la main-d'œuvre gratuite, mais par ailleurs moins qualifiée.

Est-ce un pas vers l'égalité comme le soutiennent les initiatrices? Pour les collectifs féministes, la gauche et même des voix de droite, c'est une hérésie de parler d'égalité, alors que les femmes assument déjà la majeure partie du travail non rémunéré, que ce soit dans l'éducation des enfants, le soutien aux aînés et les tâches domestiques. Leurs salaires sont, par ailleurs, toujours plus bas que ceux des hommes. L'obligation de servir serait donc une charge en plus pour les femmes qui supportent déjà, tout au long de leur vie, le travail du *care*. Par ailleurs, elles ont le droit, de manière volontaire, de faire le service militaire. ■

PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Fabien Kreis,
charpentier genevois et président du second œuvre romand

«NOS BEAUX MÉTIERS NE SONT PLUS VALORISÉS»

Membre Unia depuis plus de dix ans, Fabien Kreis milite pour améliorer les conditions de travail dans l'artisanat, notamment pour une vraie conciliation entre vie privée et vie professionnelle.

Manon Todesco

Charpentier depuis 2004, Fabien Kreis, un Genevois de 39 ans, s'est syndiqué en 2014. À l'époque, il travaille pour une entreprise vaudoise, et rencontre sur son chantier des syndicalistes d'Unia venus échanger au sujet des négociations dans le gros œuvre. «J'ai tout de suite été convaincu par cette logique de créer une unité de groupe, commente Fabien Kreis. Plus on est, plus notre voix porte et compte. Et plus c'est facile de faire valoir nos arguments.»

DU TEMPS POUR LA BONNE CAUSE

En tant que membre, il participe occasionnellement à des manifestations, mais pas plus. C'est à la suite d'un licenciement qu'il commence à militer activement, à s'impliquer davantage. «J'ai failli quitter la branche après plusieurs déceptions, je me suis formé en santé et en sécurité au travail.» Mais notre passionné revient à ses premières amours, et décroche un job il y a quatre ans chez Atelier Bois Sàrl où il s'épanouit pleinement. «L'entreprise fonctionne avec un management complètement horizontal et favorise le temps partiel, ce qui m'a permis d'avoir du temps pour moi et notamment pour le syndicat. Je suis chanceux et le temps que j'arrive à dégager je le mets à profit pour les autres, je me bats pour que tous mes collègues de la branche aient aussi le droit à de bonnes conditions de travail, bienveillantes et respectueuses.»

Le jeune homme fait partie de la Commission spécifique de formation des métiers du bois mais aussi du pôle construction, un engagement important. «En tant que représentant des métiers du bois, je suis plus à même d'échanger techniquement avec les enseignants et les entrepreneurs pour faire avancer les

chooses.» Il y a trois ans, Fabien Kreis est élu coprésident du second œuvre genevois et, depuis septembre dernier, il est président du second œuvre romand. «Je suis fier de pouvoir aider mes collègues et apporter ma pierre à l'édifice. L'artisanat regorge de métiers nobles, mais souvent dévalorisés. Il faut redorer leur blason, malgré leur pénibilité, et les pérenniser.»

ENJEUX DE TAILLE

Droit, franc, honnête et ouvert au dialogue, notre Genevois se réjouit d'être au cœur des prochaines négociations dans le secteur en 2028. D'ailleurs, il y a du pain sur la planche. Améliorer les conditions de travail, un défi amorcé à travers la campagne pour les chantiers dignes, mais aussi augmenter les salaires. «Entre 2010 et 2022, j'ai eu 70 centimes d'augmentation sur ma paie. Certes, l'an dernier, notre mobilisation a payé et on a arraché une belle hausse nécessaire des salaires, mais pour nous, il s'agit seulement d'un rattrapage des quinze dernières années.» Le second œuvre fait aussi face à d'autres enjeux, comme la question des intempéries, la formation continue et le temps de travail. «On est arrivés à un seuil de tolérance maximum: 41 heures par semaine avec la possibilité de faire 120 heures supplémentaires par an, on ne peut pas plus! On doit se battre pour réussir à mieux concilier vie privée et vie professionnelle. Mais pour ça, on a besoin de renfort, dans nos beaux métiers et au sein d'Unia, que les jeunes se syndiquent, s'impliquent dans les instances et assurent la relève. Nous aussi on construit la Suisse. On doit être fiers de ce qu'on fait, et ne pas avoir peur des représailles. On doit montrer qu'on est prêts à se mobiliser.» ■



Notre vidéo:
evenement.ch/videos



OLIVIER VOGELSANG

Fabien Kreis se réjouit de participer aux prochaines négociations sur les conditions de travail dans le second œuvre, en 2028.

ARMER LES JEUNES FACE À LA DÉSINFORMATION

Un site, lancé par l'Etat de Genève, donne des clés pour déceler les *fake news* et savoir où trouver des informations fiables.

Antoine Grosjean

Pas facile de s'y retrouver dans le flux d'informations qui nous submerge en continu. Même les adultes peinent parfois à distinguer le vrai du faux, alors la tâche est d'autant plus ardue pour les jeunes, dont l'esprit critique n'est pas encore bien affûté. A l'intention de ces derniers, le service écoles-médias du Département

de l'instruction publique du canton de Genève vient de lancer un site internet, baptisé Toutcru, qui donne des armes pour éviter les pièges des *fake news* et apprendre à déceler les manipulations de l'information. On y trouve une sélection de médias en ligne répondant aux critères de la déontologie journalistique, provenant de sources reconnues comme la RTS et la presse locale ou française, mais aussi de nouveaux formats appréciés des jeunes, comme Chek, Brut ou Hugo Décrypte. Un autre volet est consacré aux sites de *fact-checking* et un dernier à la vulgarisation scientifique. Au-delà des

informations fiables que les jeunes et les moins jeunes pourront y puiser, naviguer sur ces sites permet aussi d'entraîner les algorithmes de nos téléphones, ordinateurs et tablettes pour qu'ils nous orientent davantage vers des contenus dignes de foi. Si Toutcru est un outil pédagogique qui sera utilisé dans les écoles genevoises, il est bien entendu accessible au grand public, y compris au-delà des frontières cantonales. A consommer sans modération. ■

edu.ge.ch/site/toutcru



BRÈVES

NATIONALISATION AU PARLEMENT D'AGIR

Déception d'Unia qui soutenait l'initiative dite «pour la démocratie». Dans son message du 5 novembre, le Conseil fédéral a recommandé de rejeter ce projet. Pour mémoire, ce texte, déposé il y a deux ans, réclamait des conditions de naturalisation harmonisées et que la Confédération soit seule à légiférer en la matière. Le passeport suisse devait aussi être accessible aux étrangers après un séjour légal de cinq ans dans notre pays sous réserve d'absence de condamnations et de connaissances de base d'une des langues nationales. Se référant au rapport sur la naturalisation publié le même jour par le gouvernement, le syndicat note, dans un communiqué de presse, que les procédures actuelles constituent un obstacle pour beaucoup de personnes et ne permettent pas de participer au processus démocratique sur un pied d'égalité. Unia rappelle encore que plus d'un quart de la population n'a pas accès aux droits politiques et démocratiques. «Les personnes à bas revenus sont particulièrement impactées par le système actuel: elles travaillent en Suisse, y paient des impôts, y élèvent leurs enfants mais n'ont toujours par leur mot à dire en politique.» Dans ce contexte, le syndicat demande la suppression des frais de naturalisation et réclame des critères objectifs d'obtention du passeport rouge à croix blanche. Il mise désormais sur le Parlement pour agir. «La naturalisation ne devrait pas être une question de classe sociale», conclut-il. ■ SM

GENÈVE LA RÉSISTANCE DU CINÉMA PALESTINIEN

Après deux ans de guerre ravageuse à Gaza, la 14^e édition des rencontres cinématographiques «Palestine, filmer c'est exister» prend une tonalité plus militante que jamais. Saluant la mobilisation de la société civile qui a lieu dans le monde entier en solidarité avec le peuple palestinien, le comité du festival remarque que dans ce contexte difficile, la production cinématographique palestinienne a été ralentie. La programmation puise donc à la fois dans la filmographie passée et l'actuelle, faisant le lien entre les différentes générations de cinéastes, du cinéma révolutionnaire des années 1960-80 jusqu'à aujourd'hui. Mentionnons notamment deux films tournés à Gaza, qui donnent la parole à des journalistes palestiniens, dont beaucoup ont été la cible de l'armée israélienne. Une projection qui sera suivie d'une table ronde. Cinq cinéastes seront présents à Genève: Michel Khleifi, Laila Abbas, Sohail Dahdal, Waseem Khair et Nada Khalifa. ■ AG

Rencontres cinématographiques Palestine, filmer c'est exister. Du 26 au 30 novembre, aux Cinémas du Grütli et au Musée d'ethnographie de Genève. Programme et renseignements: palestine-fce.ch

POING LEVÉ

LE PATRIARCAT TUE ENCORE

Par Manon Todesco

Ni una mas, écrivait Susana Chávez en 1995 dans un de ses poèmes. Littéralement, «Pas une de plus», pour dénoncer les meurtres massifs de femmes au Mexique au siècle dernier. *Ni una mas* est devenu un slogan, repris dans le monde entier pour lutter contre les féminicides. Trente ans plus tard, et à la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre, le constat est aussi alarmant que désespérant. Le patriarcat continue de tuer, au Mexique, en Suisse et partout ailleurs. Des femmes meurent chaque année, dans tous les pays, assassinées par leur conjoint ou ex-conjoint.

Malgré le manque global de données sur les violences sexistes et sexuelles (VSS), les études et enquêtes qui existent confirment l'ampleur du phénomène. Elles nous apprennent que, depuis le début de l'année, 26 féminicides ont été recensés en Suisse. Qu'à Genève, 80% des victimes majeures de violences domestiques prises en charge par le réseau en 2023 étaient des femmes. Et une femme sur dix a déjà quitté son emploi à la suite de violences. Que si on est une personne LGBTQIA+ ou racisée, on est davantage exposées aux VSS dans le cadre professionnel et dans l'espace public, et si on est les deux, eh bien, c'est encore pire. On sait aussi que les auteurs de ces violences sont presque toujours des hommes et qu'ils sont connus des victimes, à savoir des conjoints ou des membres de la famille. En France, les féminicides ont augmenté de 11% en 2024 selon les statistiques officielles et moins de 2% des affaires de viols aboutissent à une condamnation. Dans l'Union européenne, une femme sur trois a subi des violences physiques, des violences sexuelles ou des menaces durant sa vie d'adulte et une femme sur cinq a subi des violences domestiques. Enfin, dans le monde, en 2020, un féminicide avait lieu toutes les 11 minutes.

Les VSS s'inscrivent dans un continuum. Quelle que soit la forme qu'elles prennent, ces violences ne sont jamais anodines. Ce ne sont pas des faits isolés. Elles sont un fléau structurel, le fruit d'une société patriarcale et sexiste d'un autre temps. Y mette un terme relève de l'action et de la responsabilité collectives. Tout le monde doit s'y mettre, y compris les hommes. Surtout les hommes. Le chantier paraît pharaonique, surtout à l'ère de la montée des idées d'extrême droite, des discours masculinistes et du gel des financements des associations de soutien aux victimes. Mais des progrès sont possibles. Ce 25 novembre, les associations féministes, les communes, le monde de la culture et les syndicats s'engageront en Suisse romande à visibiliser le thème des violences faites aux femmes. Pour sensibiliser, prévenir et mobiliser. ■

Retrouvez les actions et mobilisations du 25 novembre sur notre site: evenement.ch

LA PAUSE DES BÂTISSEURS



L'INSTANTANÉ

Photo Olivier Vogelsang

Une veste orange suspendue sous un ciel bleu éclatant. Le silence du chantier durant la grève des maçons contraste avec la rumeur qui monte de la rue. ■



UNE NOUVELLE APPLICATION POUR AIDER LES PAUVRES

Soutien élargi pour les personnes en situation de pauvreté. Caritas suisse a créé une application, Bonus+, qui permet aux bénéficiaires d'obtenir des rabais supplémentaires sur les courses effectuées dans ses épiceries. Ce nouveau dispositif – qui a remporté un prix pour son accessibilité – offre, selon l'ONG, «un triple soulagement». «Désormais, la CarteCulture, qui donne accès aux Epiceries Caritas, peut être enregistrée directement dans l'application. Cela simplifie les achats», souligne l'organisation d'entraide dans un communiqué de presse, ajoutant que Bonus+ permet aussi aux utilisateurs de profiter,

sur huit produits sélectionnés, de réductions additionnelles, «comme l'huile d'olive à 5,90 francs au lieu de 6,50 francs». L'application prodigue par ailleurs des conseils pratiques: hits, tendances de la semaine, recettes. Et donne encore des informations sur d'autres prestations de Caritas comme son service de dettes ou ses programmes de formation. «Tous les clients ne connaissent pas nos offres de soutien», explique Thomas Künzler, directeur de la Coopérative des Epiceries Caritas. «Ils en profitent désormais doublement, en économisant encore plus d'argent et en recevant des offres supplémentaires.» L'ONG précise encore que, grâce

aux données d'utilisation anonymisées, Bonus+ va fournir de précieuses indications sur les régions davantage marquées par la pauvreté. «Caritas peut ainsi mieux évaluer le potentiel de nouveaux marchés et réagir de manière plus ciblée.» En Suisse, selon l'Office fédéral de la statistique, une personne sur six ne dispose pas de suffisamment d'argent pour vivre dignement. Caritas donne la possibilité à ce public cible d'acheter des denrées alimentaires et des produits de consommation courante jusqu'à 70% moins cher dans ses vingt-deux magasins disséminés sur l'ensemble du territoire. ■ SM

1 + 1 = 11

David Prêtre/Albedo



Les impôts des SDF
payaient
les feux rouges brûlés par la police.

«LIBÉRER LE MILITANTISME DE LA CULTURE DE DOMINATION»

Dans son livre «Militer à tout prix?», Sarah Durieux donne des pistes pour un engagement serein et puissant. Invitée par la plateforme Agissons!, et par son co-initiateur Steven Tamburini, elle était de passage en Suisse romande en octobre. Rencontre.

Propos recueillis par Aline Andrey

Repenser les cultures militantes pour renforcer le pouvoir d'agir ensemble, tel est l'un des objectifs de l'activiste française Sarah Durieux. Fin octobre, l'autrice de *Militer à tout prix? Pourquoi nos collectifs nous font mal et comment les soigner* était de passage en Suisse romande pour trois tables rondes, à Genève, Fribourg et Lausanne. Plusieurs collectifs militants et organisations y ont participé, dont la Grève féministe, la Grève du climat, Uniterre, la Demeure et Objectif climat. Invitée par la plateforme Agissons!, cofondée par Steven Tamburini, Sarah Durieux livre, à travers son ouvrage, ses propres expériences et celles d'autres militantes et militants, ainsi que des pistes pour sortir de la culture néolibérale qui gangrène la société jusqu'au cœur des organisations de gauche.

«Face à la montée de l'autoritarisme, descendre dans la rue en masse ne suffit plus pour faire basculer l'opinion. Nous avons besoin de stratégies plus fines qui iront chercher au-delà des convaincus»

Après une quinzaine d'années à accompagner des campagnes citoyennes et des mouvements sociaux en France et en Europe, elle éclaire les contradictions des espaces militants qui reproduisent en leur sein les logiques de domination du capitalisme et du patriarcat: injonction de productivité et de médiatisation, compétition, décisions hiérarchiques, tyrannie du chiffre (nombre de signatures, d'adhésions, de manifestants, d'argent récolté, etc.). Dans *Militer à tout prix?*, Sarah Durieux, dont la sincérité et la générosité des propos tranchent également avec le système dominant, propose une autocritique féconde. Citant, entre autres figures militantes, Bell Hooks et Starhawk, elle est convaincue que changer le monde commence par soi-même. «J'ai envie de contribuer à faire en sorte que nos collectifs nous nourrissent, nous régénèrent. Qu'ils nous donnent envie de faire confiance plutôt que de se méfier, de faire mieux pour nos luttes et pour chacune et chacun d'entre nous. Qu'ils donnent envie à des gens qui ne militent pas de nous rejoindre...» écrit-elle. Entretien.

QUESTIONS RÉPONSES

Quel est l'objectif premier de votre livre?

Sarah Durieux: Face à la montée de l'autoritarisme, descendre dans la rue en masse ne suffit plus pour faire basculer l'opinion. Nous avons besoin de stratégies plus fines qui iront chercher au-delà des convaincus. Or, notre mode d'organisation militante reste empreint de la culture patriarcale, avec sa politique de l'urgence, ses prises de décision hiérarchiques, sa productivité, avec pour effet d'exclure un certain public. Comment libérer dès lors le militantisme de cette culture de domination, créer des mouvements qui tiennent compte de la santé des militants, et qui soient plus fluides et inclusifs, moins centralisés? Car l'histoire nous montre que plus les mouvements sont pyramidaux dans leur fonctionnement, plus ils sont fragiles face aux systèmes autoritaires. Dans la philosophie du «community organising»* au lieu d'attirer les gens en leur disant: «Venez, on va faire ça!», c'est plutôt de leur dire: «De quoi avez-vous besoin?»

Steven Tamburini: Pour résumer: les gens en premier, le programme ensuite. Il importe de mettre en place des modes d'action qui vont permettre un engagement et un rapport de force sur le moyen et le long terme. En ce sens, les relations interindividuelles sont essentielles. Créer du lien est nécessaire. Dans notre mode de faire conduit par l'urgence, on l'oublie trop souvent.

Sarah Durieux: Renverser le patriarcat et le capitalisme, c'est aussi renverser nos modes de vie et d'action. Il s'agit de relier l'individuel et le collectif, l'émotionnel et le structurel.

Le groupe militant a-t-il vocation à être un espace thérapeutique?

Sarah Durieux: On ne peut pas faire abstraction des violences systémiques. Les violences sexistes et sexuelles, générées par le système patriarcal, par exemple, altèrent le rapport aux autres. La réparation des traumatismes ne passe pas que par la thérapie individuelle mais aussi par le collectif, par les interactions. Nos vies ne peuvent pas être divisées en silos. D'où l'importance, lorsqu'une personne arrive dans un groupe, de lui laisser la possibilité d'expliquer pourquoi elle est là et quels sont ses objectifs. Dans un syndicat, par exemple, cela peut être un épisode professionnel qui a généré tristesse et colère



La féministe française Sarah Durieux, le militant romand d'Agissons! Steven Tamburini et de nombreux autres collectifs ont participé à plusieurs tables rondes, à Genève, Fribourg et Lausanne.

et qui peut trouver un espace de lutte et de réparation dans l'engagement. Le personnel devient alors politique.

Steven Tamburini: On me connaît plutôt comme un militant de la Grève du climat, mais ma politisation vient à la base d'avoir été exploitée au travail quand je jonglais avec trois temps partiel. A Agissons!, certaines personnes arrivent avec d'autres formes de blessures, liées à l'impuissance face à la crise écologique ou à la santé mentale pour certaines. Les laisser expliquer leur parcours et leur motivation permet de mieux les comprendre et de les aider à trouver leur place singulière. L'isolement - qui touche beaucoup de gens jeunes ou à la retraite - est sous-estimé.

Sarah Durieux: Je pars du principe que nous sommes dans une société surtraumatisée, pas seulement dans le cadre du racisme, du sexisme, du classisme... Face à l'individualisation et à la solitude, les personnes qui rejoignent un collectif ne viennent pas que pour la cause, elles sont aussi en recherche d'amitiés, parfois même d'une famille. Les mouvements militants doivent aussi être des espaces de convivialité et de reconnaissance.

Quel est l'impact de la digitalisation sur les mouvements militants?

Sarah Durieux: L'avantage du numérique est de faciliter l'engagement. Celui-ci est moins centralisé et permet ainsi de faire émerger des voix invisibles. La nouvelle vague féministe part de là. Par contre, il affaiblit les corps intermédiaires, plus structurés, plus institutionnalisés. Une personne peut choisir de se mobiliser sur internet, signer des pétitions au lieu de s'engager dans une association. Or, ce sont les corps intermédiaires qui sont des éléments centraux dans la lutte contre les autoritarismes et pour la défense de l'Etat de droit.

Dans votre livre, vous préférez la notion d'archipels plutôt que de centralisation, de solidarité entre associations plutôt que de compétition...

Sarah Durieux: La tendance de vouloir grandir dérive de l'idée que croître, c'est le progrès. D'où la compétition entre organisations. On duplique et on épouse des forces militantes au lieu de mutualiser. Soutenir des mouvements existants, en complémentarité, est moins coûteux que de créer de nouvelles actions. On ne peut pas être tous, sur tous les terrains et sur tous les sujets.

Steven Tamburini: Il manque de relations réelles entre les individus et les groupes. Dans l'urgence, nous restons dans notre pré carré. Or, aucune organisation ne va changer le monde seule. La culture de la coalition permet, au lieu de la rareté, l'abondance. ■

Militer à tout prix? Pourquoi nos collectifs nous font mal et comment les soigner, Sarah Durieux, Ed. Hors D'atteinte, 2025.

* Comme Sarah Durieux l'explique dans son livre: «Le community organizing, que l'on peut traduire par "organisation communautaire ou collective", est une pratique militante d'auto-organisation d'une communauté donnée, afin de construire son pouvoir et d'atteindre des objectifs politiques définis par la communauté elle-même. Dans cette pratique, les liens de confiance et la relation entre les membres sont des aspects fondamentaux de la réussite du groupe.»

EXTRAITS CHOISIS DU LIVRE «MILITER À TOUT PRIX?»

«Lors du congrès de la CGT de 2023, qui a vu Sophie Binet élue secrétaire générale, celle-ci a pris la parole à la suite d'un congrès particulièrement violent: "Parfois, nous sommes plus durs entre nous que face aux employeurs ou au gouvernement. C'est tellement dur, la lutte, qu'il faut que le militantisme soit un havre de paix, de resserrement, pour retrouver la force face aux attaques du capital, il faut faire en sorte de retrouver des relations apaisées, pacifiées."»

«L'urgence, on nous l'apprend dès notre plus tendre enfance. On court depuis toujours. Dès l'école...»

«Pour Eric Tolson Solis, "s'engager à prendre en compte les besoins et les sentiments de chaque membre du cercle est un acte révolutionnaire de soin et de gentillesse".»

«Notre militantisme est masculiniste, productiviste, il hiérarchise les luttes et celles et ceux qui ont la force de les mener.»

«Notre obsession de la quantité nous entraîne vers une survalorisation des transactions, comme celles qu'on lit sur nos comptes en banque. Pourtant, c'est bien la nature de nos relations qui développe véritablement notre puissance collective.»

«La vision capitaliste du monde est si profondément ancrée dans nos esprits que, même dans le militantisme, qui vise pourtant souvent à défaire ce système d'exploitation, nous jugeons la valeur des gens à travers leur productivité.»

SORTIR DE L'EXTRACTIVISME

Le bien-être des militants et des collaborateurs d'Unia, ainsi que la durabilité de leur engagement sont aussi des questions qui se posent au sein du syndicat. Le secrétaire régional d'Unia Fribourg, François Clément, a participé à l'une des tables rondes d'Agissons! (lire ci-contre). Au lendemain de cette rencontre, il mentionne, entre autres points, l'importance d'expliquer aux nouveaux membres la structure de l'organisation, composée de différents groupes, et les divers engagements possibles. «Savoir qui fait quoi et où il est possible de s'engager est important pour trouver sa place», explique le responsable syndical. Au lieu de «management», il préfère parler d'«encadrement». «Face au modèle néolibéral qui fait porter toute la responsabilité sur l'individu, ou face à celui martyrologique de la gauche qui demande de se sacrifier pour la cause, pour sauver le monde, nous devons trouver une autre voie», précise-t-il. Tout comme Sarah Durieux dans son ouvrage, François Clément met en garde sur les risques d'une posture extractiviste de la force de travail des militants et des permanents syndicaux: «Comme dans une forêt, il faut maintenir l'équilibre, car ses ressources sont précieuses. Le temps de la régénération est essentiel. Si une réunion n'est pas nécessaire, autant ne pas la faire pour ne pas cramer les militants pour rien... Parfois, si l'adversaire a trop d'ascendant, il vaut mieux battre en retraite, pour ne pas épouser les forces, avant de reprendre la lutte autrement.» ■